

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 229

1^{er} février 2006

SOMMAIRE

| | | | |
|--|-------|---|-------|
| Almalux, S.à r.l., Bertrange. | 10991 | GC Partner S.A., Luxembourg. | 10982 |
| Almalux, S.à r.l., Bertrange. | 10991 | GECO S.A.H., Luxembourg. | 10963 |
| Ariane Services S.C., Luxembourg. | 10978 | Globe Star Incorporation S.A., Luxembourg. | 10989 |
| AstraZeneca Luxembourg S.A., Ehlang. | 10992 | Highly S.A., Luxembourg. | 10990 |
| AZ Electronic Materials Holdings S.A., Luxembourg. | 10989 | Homefield S.A.H., Luxembourg. | 10989 |
| Beta Europa Management S.A., Luxembourg. | 10974 | Hurlingate Holding S.A., Luxembourg. | 10966 |
| CETREL, Centre de Transferts Electroniques, Soc. Coop., Munsbach. | 10952 | Hurlingate Holding S.A., Luxembourg. | 10966 |
| CETREL, Centre de Transferts Electroniques, Soc. Coop., Munsbach. | 10952 | Hurlingate Holding S.A., Luxembourg. | 10992 |
| Celin Holding S.A., Luxembourg. | 10991 | Karlix S.A., Luxembourg. | 10947 |
| Chez Baguenete, S.à r.l., Luxembourg. | 10966 | Laufer S.A., Esch-sur-Alzette. | 10990 |
| Chloride Luxembourg Holdings, S.à r.l., Luxembourg. | 10951 | LC-BIOService, S.à r.l., Vianden. | 10955 |
| Clairbio Capital Management Holding S.A., Luxembourg. | 10946 | Matisse International S.A.H., Luxembourg. | 10975 |
| Clairbio Capital Management Holding S.A., Luxembourg. | 10946 | Matisse International S.A.H., Luxembourg. | 10975 |
| Codafix Systems S.A., Luxembourg. | 10991 | Medical Participations S.A., Luxembourg. | 10954 |
| Downwind, S.à r.l., Luxembourg. | 10976 | Medical Participations S.A., Luxembourg. | 10955 |
| Dressane S.A., Luxembourg. | 10991 | Montana (Luxembourg) S.A., Luxembourg. | 10952 |
| Dressane S.A., Luxembourg. | 10991 | Nove Czech Investment Company, S.à r.l., Munsbach. | 10971 |
| EPI Orange Holdings, S.à r.l., Luxembourg. | 10948 | Nove Czech Investment Company, S.à r.l., Munsbach. | 10974 |
| EPI Orange Holdings, S.à r.l., Luxembourg. | 10951 | Omen Holding AG, Luxembourg. | 10952 |
| Eurocorp Hotels S.A.. | 10960 | Omen Holding AG, Luxembourg. | 10954 |
| Family Trust Management Europe S.A., Luxembourg. | 10968 | Partex S.A., Luxembourg. | 10961 |
| Finagra S.A.H., Luxembourg. | 10960 | Paunsdorf Centre Luxco, S.à r.l., Luxembourg. | 10986 |
| Financière Palmere S.A., Luxembourg. | 10961 | Paunsdorf Centre Luxco, S.à r.l., Luxembourg. | 10989 |
| Financière Palmere S.A., Luxembourg. | 10961 | PK Partners S.A., Luxembourg. | 10982 |
| Finepro International S.A., Luxembourg. | 10975 | PK Partners S.A., Luxembourg. | 10986 |
| Fintinvest A.G., Luxembourg. | 10990 | Profidec, S.à r.l., Luxembourg. | 10982 |
| Finwood S.A.H., Luxembourg. | 10960 | Profit-Office-Center S.A., Schengen. | 10976 |
| Finwood S.A.H., Luxembourg. | 10960 | RM International S.A., Luxembourg. | 10990 |
| Gabefi, S.à r.l., Luxembourg. | 10946 | S.A. Kraeizgaass, Luxembourg. | 10974 |
| Gabefi, S.à r.l., Luxembourg. | 10947 | S.F. Center Luxembourg, S.à r.l., Weiswampach. | 10980 |
| | | Simis Holding S.A., Luxembourg. | 10989 |
| | | Temporary Venture Holding S.A., Luxembourg. | 10992 |
| | | Visalux Soc. Coop., Munsbach. | 10948 |
| | | Visalux Soc. Coop., Munsbach. | 10948 |

CLAIRBIO CAPITAL MANAGEMENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.
R. C. Luxembourg B 78.132.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 7 octobre 2005, réf. LSO-BJ01234, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Signature.

(088332.3/850/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2005.

CLAIRBIO CAPITAL MANAGEMENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.
R. C. Luxembourg B 78.132.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 7 octobre 2005, réf. LSO-BJ01230, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Signature.

(088325.3/850/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2005.

GABEFI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 99.474.

L'an deux mille cinq, le six octobre.

Par-devant Nous Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Franck Balard, administrateur de sociétés, né à Rodez, France, le 7 avril 1966, demeurant à B-1050 Bruxelles, 75, rue des Echevins, agissant

a) en nom personnel,

b) en tant qu'administrateur légal de sa fille mineure Mademoiselle Eugénie Balard, écolière, née à Coubevoie, France, le 20 juin 1996, demeurant à la même adresse,

lui-même représenté par Monsieur Cédric Pedoni, «legal officer», avec adresse professionnelle au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg,

en vertu de d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 3 octobre 2005.

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Les comparants sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de GABEFI, S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 99.474, ayant son siège social à Luxembourg, constituée par acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 26 février 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 436 du 24 avril 2004.

- Le capital social de la Société est fixé à cent soixante-quinze mille euros (EUR 175.000,-), représenté par mille sept cent cinquante (1.750) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Monsieur Franck Balard, préqualifié, agissant ès-qualités, ainsi qu'en tant qu'usufruitier de toutes les mille sept cent cinquante (1.750) parts sociales et exerçant l'ensemble des droits de vote, conformément aux dispositions de l'article 6 des statuts, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'objet social de la Société est changé et en conséquence, l'article 3 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** La société a pour objet l'acquisition, la vente, l'échange, la location, la gestion, la mise en valeur, l'administration et la détention sous toute forme, de façon directe ou indirecte, de tout bien immobilier de quelque nature ou origine que ce soit, tant au Grand Duché du Luxembourg qu'à l'étranger.

L'objet social de la Société est également l'acquisition de participations sous quelque forme que ce soit, par achat, échange ou de toute autre manière, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle, la mise en valeur de ces participations. La Société pourra également acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

La Société pourra prendre toutes les mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet; elle pourra également détenir des mandats d'administration d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, rémunérés ou non.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets, marques de fabrique et autres droits intellectuels et incorporels ainsi que tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou celles de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra aussi gager, nantir, grever, transférer tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet tel que décrit ci-dessus.»

Deuxième résolution

La démission du gérant actuel Monsieur Franck Balard, administrateur de sociétés, né à Rodez, France, le 7 avril 1966, demeurant à B-1050 Bruxelles, 75, rue des Echevins, est acceptée avec effet au 6 octobre 2005.

Par vote spécial décharge lui est donnée pour l'exécution de son mandat jusqu'à cette date.

La démission du gérant actuel HALSEY, S.à r.l., R.C. B Numéro 50.984, avec siège social au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, est acceptée avec effet au 24 juin 2005.

Par vote spécial décharge lui est donnée pour l'exécution de son mandat jusqu'à cette date.

Troisième résolution

Sont nommés nouveaux gérants pour une durée indéterminée:

a) Monsieur Jean Quintus, administrateur de sociétés, né le 2 novembre 1939 à Peppange, demeurant à L-7391 Blaschette, 11, rue de Fischbach,

b) COSAFIN S.A., R.C. B Numéro 70.588, une société ayant son siège social à L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

Quatrième résolution

Le siège social est transféré à L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: C. Pedoni, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, vol. 25CS, fol. 89, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2005.

A. Schwachtgen.

(091254.3/230/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

GABEFI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 99.474.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 1625 du 6 octobre, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(091253.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

KARLIX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R. C. Luxembourg B 32.887.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ01795, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2005.

Signature.

(088968.3/1172/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

VISALUX, Société Coopérative.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, Parc d'Activité Syrdall.
R. C. Luxembourg B 38.066.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Marc Elter, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 septembre 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C n° 414 du 31 octobre 1991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003, enregistrés à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ02021, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Pour VISALUX, Société Coopérative

M. Kremer

(088893.3/250/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

VISALUX, Société Coopérative.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, Parc d'Activité Syrdall.
R. C. Luxembourg B 38.066.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Marc Elter, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 septembre 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C n° 414 du 31 octobre 1991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004, enregistrés à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ02018, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Pour VISALUX, Société Coopérative

M. Kremer

(088894.3/250/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

EPI ORANGE HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 103.548.

In the year two thousand and five, on the thirtieth of August.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned, acting in place of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, currently prevented, who will guard the original of the present deed.

Is held an Extraordinary General Meeting of the partners of EPI ORANGE HOLDINGS, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée», having its registered office at L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer, incorporated by deed enacted on the 5th day of October 2004, inscribed on October 25, 2004 at the Luxembourg trade register section B number 103.548, published in the Luxembourg Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 1293 of December 16, 2004, whose articles of association have been amended by deed enacted on the 3rd day of November 2004, published in the Luxembourg Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 108 of 5 February 2005, and by deed enacted on the 3rd day of June 2005, not yet published in the Luxembourg Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

The meeting is presided by Mr Patrick Van Hees, jurist at L-1450 Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Miss Rachel Uhl, jurist at L-1450 Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The partners present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the 3,200 (three thousand two hundred) class A shares of EUR 25 (twenty-five Euro) each and the 12,200 (twelve thousand two hundred) class B shares of EUR 25 (twenty-five Euro) each representing the whole capital of the company, are represented so that the meeting is validly constituted and can validly deliberate and resolve on all the items on the agenda of which the partners have been informed beforehand.

III.- That the agenda of the meeting is as follows:

Agenda:

1. Cancellation of all classes of shares, all shares being hereafter considered equal.

2. Increase of the corporate capital by an amount of EUR 493,000 (four hundred ninety-three thousand Euro) so as to raise it from its present amount of EUR 385,000 (three hundred eighty-five thousand Euro) to EUR 878,000 (eight hundred seventy-eight thousand Euro) by the issue of 19,720 (nineteen thousand seven hundred twenty) shares having a par value of EUR 25 (twenty-five Euro) each.

3. Subscription, intervention of the subscriber and full payment of the new shares by contribution in kind consisting of a waiver of an unquestioned claim of EUR 493,000 (four hundred ninety-three thousand Euro), existing against the Company in favour of EUROPEAN PROPERTY INVESTORS, L.P.

4. Acceptation by the managers of EPI ORANGE HOLDINGS, S.à r.l.

5. Amendment of articles eight and nine of the Articles of Association of the Company in accordance with the above. After the foregoing was approved by the meeting, the partners unanimously decide what follows:

First resolution

The meeting resolves to cancel all existing classes of shares and to consider all shares in the company as being equal and conferring the same voting right at the time of decisions taking.

Second resolution

The meeting resolves to increase the corporate capital by an amount of EUR 493,000 (four hundred ninety-three thousand Euro) so as to raise it from its present amount of EUR 385,000 (three hundred eighty-five thousand Euro) to EUR 878,000 (eight hundred seventy-eight thousand Euro) by the issue of 19,720 (nineteen thousand seven hundred twenty) shares having a par value of EUR 25 (twenty-five Euro) each, the whole to be fully paid up through a contribution in kind consisting of a waiver of an unquestioned claim, existing in favour of EUROPEAN PROPERTY INVESTORS, L.P., a limited partnership incorporated under the laws of the United Kingdom, having its registered office at One Curzon Street, London W1J 5HD, United Kingdom, Trade Register number LP 009339, amounting to EUR 493,000 (four hundred ninety-three thousand Euro).

Third resolution

The meeting resolves to admit the subscription of the 19,720 (nineteen thousand seven hundred twenty) shares by the sole partner, EUROPEAN PROPERTY INVESTORS, L.P., prenamed.

Contributor's intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervene EUROPEAN PROPERTY INVESTORS, L.P., prenamed subscriber, which declared to subscribe to 19,720 (nineteen thousand seven hundred twenty) shares and to fully pay them up by a contribution in kind consisting of a irrevocable waiver of its claim existing against the Company, EPI ORANGE HOLDINGS, S.à r.l., and in favour of EUROPEAN PROPERTY INVESTORS, L.P., for an amount of EUR 493,000 (four hundred ninety-three thousand Euro).

The evidence of existence and the amount of such claim and of the waiver have been given to the undersigned notary by a certificate of acknowledgement of debt signed by the managers of EPI ORANGE HOLDINGS, S.à r.l. and by a certificate of renunciation to the claims signed by the subscriber.

Managers' intervention

Thereupon intervene the current managers of EPI ORANGE HOLDINGS, S.à r.l., all of them here represented by virtue of a proxy which will remain here annexed.

Acknowledging having been beforehand informed of the extent of their responsibility, legally engaged as managers of the company by reason of the here above described contribution in kind, they expressly agree with the description of the contribution in kind, with its valuation and confirms the validity of the subscription and payment.

Sixth resolution

In view of the above, the meeting resolves to amend articles eight and nine of the Articles of Association to read as follows:

«**Art. 8.** The Company's capital is set at EUR 878,000 (eight hundred seventy-eight thousand Euro) represented by 35,120 (thirty-five thousand one hundred twenty) shares, with a par value of EUR 25 (twenty-five Euro) each.»

«**Art. 9.** Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.»

There being nothing further on the agenda the meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately seven thousand Euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille cinq, le trente août.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné, agissant en remplacement de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, actuellement empêché, lequel aura la garde de la présente minute.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée EPI ORANGE HOLDINGS, S.à r.l., ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer, constituée suivant acte reçu le 5 octobre 2004, inscrite le 25 octobre 2004 au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 103.548, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1293 du 16 décembre 2004, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu le 3 novembre 2004, publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 108 du 5 février 2005 et suivant acte reçu le 3 juin 2005, et non encore publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Monsieur Patrick Van Hees, juriste à L-1450 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Rachel Uhl, juriste à L-1450 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 3.200 (trois mille deux cents) parts sociales de classe A d'une valeur de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune et les 12.200 (douze mille deux cents) parts sociales de classe B représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer et décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Annuler toutes classes existantes de parts sociales en considérant toutes parts sociales désormais comme étant égales.

2.- Augmentation du capital social à concurrence de EUR 493.000 (quatre cent quatre-vingt-treize mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 385.000 (trois cent quatre-vingt-cinq mille euros) à EUR 878.000 (huit cent soixante-dix-huit mille euros) par l'émission de 19.720 (dix-neuf mille sept cent vingt) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune.

3.- Souscription, intervention du souscripteur et libération des nouvelles parts par un apport en nature consistant en la renonciation à due concurrence à une créance certaine, existant à charge de la Société au profit de EUROPEAN PROPERTY INVESTORS, L.P., pour un montant de EUR 493.000 (quatre cent quatre-vingt-treize mille euros).

4.- Acceptation par les gérants de EPI ORANGE HOLDINGS, S.à r.l.

5.- Modification de l'article huit et neuf des statuts conformément à ce qui précède.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les associés décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'annuler toutes classes existantes de parts sociales dans la société et de considérer désormais toutes les parts sociales de la société comme étant égales et conférant un droit de vote identique lors de la prise de décision.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 493.000 (quatre cent quatre-vingt-treize mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 385.000 (trois cent quatre-vingt-cinq mille euros) à EUR 878.000 (huit cent soixante-dix-huit mille euros) par l'émission de 19.720 (dix-neuf mille sept cent vingt) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune, souscrites intégralement et libérées par un apport en nature consistant en la renonciation à due concurrence à une créance certaine, existant à charge de la société au profit de EUROPEAN PROPERTY INVESTORS, L.P., une limited partnership de droit du Royaume-Uni, ayant son siège social au One Curzon Street, London W1J 5HD, Royaume-Uni, enregistrée sous le numéro LP 009339, s'élevant à EUR 493.000 (quatre cent quatre-vingt-treize mille euros).

Troisième résolution

L'assemblée décide d'admettre la souscription des 19.720 (dix-neuf mille sept cent vingt) parts sociales par l'associé unique, EUROPEAN PROPERTY INVESTORS, L.P.,

Intervention - Souscription - Libération

Intervient ensuite EUROPEAN PROPERTY INVESTORS, L.P., souscripteur prédésigné,

a déclaré souscrire à 19.720 (dix-neuf mille sept cent vingt) parts sociales, et les libérer intégralement par renonciation définitive et irrévocable de la créance certaine et liquide, existant à son profit et à charge de la Société, EPI ORANGE HOLDINGS, S.à r.l., prédésignée, et en annulation de cette même créance pour un montant de EUR 493.000 (quatre cent quatre-vingt-treize mille euros).

La justification de l'existence et le montant de la dite créance et la renonciation ont été rapportées au notaire instrumentant par un certificat de reconnaissance de dette signé par les gérants de la Société, EPI ORANGE HOLDINGS, S.à r.l. ainsi que par une déclaration de renonciation signée par le souscripteur.

Intervention des gérants

Sont alors intervenus les gérants de EPI ORANGE HOLDINGS, S.à r.l., ici représentés en vertu d'une procuration qui restera ci-annexée.

Reconnaissant avoir pris connaissance de l'étendue de leur responsabilité, légalement engagés en leur qualité de gérants de la société à raison de l'apport en nature ci-avant décrit, ils marquent expressément leur accord sur la description de l'apport en nature, sur son évaluation et confirment la validité des souscription et libération.

Quatrième résolution

Ainsi qu'il résulte de ce qui précède, l'assemblée décide de modifier les articles huit et neuf des statuts pour leur donner la teneur suivante:

«**Art. 8.** Le capital social est fixé à EUR 878.000 (huit cent soixante-dix-huit mille euros) représenté par 35.120 (trente-cinq mille cent vingt) parts sociales d'une valeur de EUR 25 chacune.»

«**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa contribution, s'élève à environ sept mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: P. Van Hees, R. Uhl, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2005, vol. 25CS, fol. 53, case 1. – Reçu 4.930 euros.

Le Receveur ff. (signé): Tholl.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2005.

J. Elvinger.

(093334.3/211/179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2005.

EPI ORANGE HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 103.548.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2005.

J. Elvinger.

(093335.3/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2005.

CHLORIDE LUXEMBOURG HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000.000.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 105.238.

Le 27 septembre 2005, l'associé unique,

CHLORIDE HOLDINGS LIMITED, Elbury Gate, 23, Lower Belgrave Street, Londres SW1W 0NR,

a décidé:

- de transférer le siège social de la société au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, avec effet au 27 septembre 2005;

- d'accepter la démission de Monsieur Koen van Baren, de ses fonctions de Gérant, avec effet au 10 juin 2005;

- d'accepter la nomination de Monsieur Peter Bun, employé privé, né le 26 août 1969 à Tilburg (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, aux fonctions de Gérant, avec effet au 10 juin 2005.

Le Conseil de Gérance se compose désormais comme suit:

- Morris Benjamin James,

- Pantaleoni Leda,

- Bun Peter.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2005.

Pour CHLORIDE LUXEMBOURG HOLDINGS, S.à r.l.

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01369. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(089117.3/029/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

CETREL, CENTRE DE TRANSFERTS ELECTRONIQUES, Société Coopérative.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, Parc d'Activité Syrdall.

R. C. Luxembourg B 23.562.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 3 décembre 1985, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 386 du 30 décembre 1985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003, enregistrés à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ02014, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Pour CETREL, CENTRE DE TRANSFERTS ELECTRONIQUES

M. Kremer

(088899.3/250/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

CETREL, CENTRE DE TRANSFERTS ELECTRONIQUES, Société Coopérative.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, Parc d'Activité Syrdall.

R. C. Luxembourg B 23.562.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 3 décembre 1985, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 386 du 30 décembre 1985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004, enregistrés à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ02016, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Pour CETREL, CENTRE DE TRANSFERTS ELECTRONIQUES

M. Kremer

(088900.3/250/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

MONTANA (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 30.309.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ01796, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2005.

Signature.

(088969.3/1172/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

**OMEN HOLDING AG, Aktiengesellschaft,
(anc. OMEN AG).**

Gesellschaftssitz: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

H. R. Luxemburg B 49.388.

Im Jahre zweitausendfünf, den siebenundzwanzigsten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, mit dem Amtswohnsitz zu Niederanven.

Versammelten sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung die Gesellschafter, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft OMEN AG mit Sitz in L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, eingetragen in Handelsregister Luxemburg, unter der Sektion B und der Nummer 49.388, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Paul Frieders, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, am 23. November 1994, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 90 vom 4. März 1995.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Alhard Von Ketelhodt, Bilanzbuchhalter, mit professioneller Adresse in Luxemburg.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Frau Ulrike Wilken, Buchhalterin, mit professioneller Adresse in Luxemburg.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn Carsten Söns, Privatbeamter, mit professioneller Adresse in Luxemburg.

Der Vorsitzende stellt unter der Zustimmung der Versammlung fest:

1. Die Aktionäre sowie deren etwaigen bevollmächtigte Vertreter sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen. Die Anwesenheitsliste wurde durch den Stimmzähler geprüft.

Die Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, werden, nach gehöriger ne varietur Unterzeichnung durch die Parteien und den instrumentierenden Notar, gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigegeben.

3. Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung:

1. Abänderung des Namens der Gesellschaft in OMEN HOLDING AG und dementsprechende Abänderung von Artikel 1 der Satzung.
 2. Feststellung der Kapitalumwandlung und Aufrundung und dementsprechende Abänderung von Artikel 5 (Absatz 1) der Satzung.
 3. Abänderung des Datums der jährlichen Hauptversammlung und dementsprechende Abänderung von Artikel 12 (Absatz 1).
 4. Rücktritt und Entlastung eines Verwaltungsratsmitgliedes und Ernennung eines neuen Verwaltungsratsmitgliedes sowie Verlängerung der Mandate der anderen Verwaltungsratsmitglieder.
 5. Verlängerung des Mandats des Kommissars.
- Gemäss der Tagesordnung hat die Versammlung folgende Beschlüsse gefasst.

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Abänderung des Firmennamens von OMEN AG in OMEN HOLDING AG. Demzufolge lautet Artikel 1 der Satzung, nunmehr wie folgt:

«**Art. 1.** Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft nach luxemburgischen Recht und führt den Namen OMEN HOLDING AG.»

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung bestätigt die Umwandlung des Gesellschaftskapitals in Euro.

Diese Umwandlung wurde bereits am 12. September 2000 im Protokoll der Hauptversammlung der Gesellschaft festgehalten. Die Hauptversammlung stellte die Umwandlung der fünfundsechzig tausend Deutsche Mark (DM 65.000,-) in dreiunddreissig tausend zweihundertvierunddreissig Euro (EUR 33.234,-) fest und erhöhte das Kapital, zwecks Aufrundung um siebenhundertsechundsechzig Euro (EUR 766,-), aus dem Ergebnisvortrag, auf vierunddreissig tausend Euro (EUR 34.000,-).

Kopie des vorbenannten Protokolls verbleibt, nach gehöriger ne varietur Unterzeichnung durch die Parteien und den anwesenden Notar gegenwärtiger Urkunde beigegeben zwecks Einregistrierung.

Somit lautet Artikel 5 (Absatz 1) der Satzung wie folgt:

«**Art. 5. (Absatz 1).** Das gezeichnete Aktienkapital beträgt vierunddreissig tausend Euro (EUR 34.000,-), eingeteilt in sechshundertfünfzig (650) Aktien mit einem Nominalwert von zweiundfünfzig komma einunddreissig Euro (EUR 52,31).»

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst das Datum der jährlichen Hauptversammlung abzuändern.

Demzufolge erhält Artikel 12 (Absatz 1) der Satzung folgenden Wortlaut:

«**Art. 12. (Absatz 1).** Die jährliche Hauptversammlung findet rechtens statt am dritten Dienstag des Monats Juni um 15.00 Uhr in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.»

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung nimmt den Rücktritt des Herrn Dr. Harald Cronauer, als Verwaltungsratsmitglied mit B Unterschrift, rückwirkend auf den 10. Mai 2005, an und erteilt ihm Entlastung für die Ausübung seines Mandates.

An dessen Stelle ernennt die Generalversammlung Herrn Hans-Joachim Schroeder, geboren in Neunkirchen (Deutschland), am 24. Mai 1944, wohnhaft in D-66333 Völklingen, Bismarckstrasse 57-59.

Somit setzt sich der Verwaltungsrat nunmehr wie folgt zusammen:

a) Inhaber einer A Unterschrift:

- Herr Thomas Berrang,
- Herr Fred Metzken.

b) Inhaber einer B Unterschrift:

- Herr Michael Müller,
- Herr Hans-Joachim Schroeder.

Die Generalversammlung hält fest dass die Gesellschaft ausschliesslich durch das gemeinsame Zeichnen einer A und einer B Unterschrift rechtskräftig verpflichtet wird. Die Gesellschaft wird nicht durch das gemeinsame Zeichnen von zwei A oder zwei B Unterschriften verpflichtet.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden bei der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2011.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Verlängerung des Mandats des Kommissars, Herrn Romain Zimmer, bis zur ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2011.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Die Kosten welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Urkunde obliegen, werden auf achthundert Euro (EUR 800,-) abgeschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: A. Von Ketelhodt, U. Wilken, C. Söns, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 28 septembre 2005, vol. 149S, fol. 96, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 7. Oktober 2005.

P. Bettingen.

(089627.3/202/94) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2005.

**OMEN HOLDING AG, Société Anonyme,
(anc. OMEN AG).**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R. C. Luxembourg B 49.388.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 octobre 2005.

P. Bettingen.

(089629.3/202/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2005.

MEDICAL PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R. C. Luxembourg B 54.376.

L'an deux mille cinq, le dix octobre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de MEDICAL PARTICIPATIONS S.A., R.C. Luxembourg B 54.376, ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Jacques Delvaux, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 15 mars 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 306 du 25 juin 1996.

Les statuts de ladite société ont été modifiés par un acte reçu par le même notaire de résidence à Luxembourg, en date du 4 août 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 847 du 12 novembre 1999.

La séance est ouverte à seize heures quinze sous la présidence de Monsieur Marc Van Hoek, expert-comptable, domicilié professionnellement au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Marc Prospert, maître en droit, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Raymond Thill, maître en droit, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale représentant l'intégralité du capital social antérieur d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs luxembourgeois, sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Constatation que le capital social est désormais exprimé en EUR.
2. Modification subséquente de l'article 5 des statuts.
3. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et, après s'être reconnue régulièrement constituée, aborde l'ordre du jour et prend, après délibération, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Le capital social est désormais exprimé en euros, de sorte que ledit capital social est fixé à 30.986,69 EUR, divisé en 1.000 actions sans désignation de valeur nominale.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'article 5 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euro soixante-neuf cents (EUR 30.986,69) divisé en mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale».

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification de statuts.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions».

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à seize heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M. Van Hoek, M. Prosper, R. Thill, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2005, vol. 150S, fol. 26, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2005.

A. Schwachtgen.

(091255.2/230/53) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

MEDICAL PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R. C. Luxembourg B 54.376.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 1632 du 10 octobre, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(091256.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

LC-BIOService, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium.

H. R. Luxemburg B 111.168.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünf, den neunundzwanzigsten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster; (Grossherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1.- Herr Reiner Cichon, kaufmännischer Angestellter, geboren in Flensburg, (Bundesrepublik Deutschland), am 15. April 1964, wohnhaft in L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium.

2.- Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung L & S SERVICES, S.à r.l., mit Sitz in L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium, (R.C.S. Luxemburg Sektion B Nummer 85.851),

hier rechtmässig vertreten durch ihren technischen Geschäftsführer, Herrn Lutz Lüdtke, Geschäftsmann, wohnhaft in L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium.

Welche Komparanten den amtierenden Notar ersucht haben die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche sie hiermit gründen, zu beurkunden wie folgt:

Art. 1. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche den in Kraft befindlichen Gesetzen und insbesondere dem abgeänderten Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 2. Die Gesellschaft nimmt die Firmenbezeichnung LC-BIOService, S.à r.l. an.

Art. 3. Der Zweck der Gesellschaft ist der Import und Export, Kauf und Verkauf, Angebot und Vertrieb, insbesondere per Internet, sowie der Handel und die Lieferung durch Strassentransport, von allen ökologischen und biologischen Produkten und Erzeugnissen, ohne irgendwelche Einschränkung.

Gegenstand der Gesellschaft sind ebenfalls alle Handlungen, die in direktem oder indirektem Zusammenhang mit der Beteiligungsnahme in jeglicher Form in irgendwelchen Gesellschaften, mit der Verwaltung, dem Management, der Kontrolle und der Entwicklung dieser Beteiligungen stehen.

Sie kann ihre Gelder verwenden zur Gründung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios aus jeglichen Sicherheiten und Patenten jeder Herkunft, zur Beteiligung an Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb durch Einbringung, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption oder anderweitig von jeglichen Sicherheiten und Patenten, deren Veräusserung durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie, sowie zur Gewährung von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Garantien an die Unternehmen, an denen sie beteiligt ist.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Zweck der Gesellschaft ist ausserdem der Erwerb, die Verwaltung, die Verwertung und die Veräusserung von sowohl in Luxemburg als auch im Ausland gelegenen Immobilien.

Die Gesellschaft kann alle Handels-, Industrie-, Mobiliar- und Immobiliargeschäfte, die sich direkt oder indirekt auf vorgenannte Geschäfte beziehen oder die deren Verwirklichung erleichtern können, ausführen.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Vianden.

Er kann in irgendeine andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg durch einfachen Beschluss der Teilhaber verlegt werden.

Art. 5. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) festgesetzt, dargestellt durch einhundert (100) Anteile von je einhundertfünfundzwanzig Euro (125,- EUR), welche Anteile gezeichnet wurden wie folgt:

| | |
|--|-----|
| 1.- Herr Reiner Cichon, kaufmännischer Angestellter, wohnhaft in L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium, fünfzig Anteile | 50 |
| 2.- Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung L & S SERVICES, S.à r.l., mit Sitz in L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium, fünfzig Anteile | 50 |
| Total: einhundert Anteile | 100 |

Die Gesellschaft ist berechtigt, ihre eigenen Anteile zu erwerben unter der Bedingung, dass sie vernichtet werden und das Kapital verhältnismässig herabgesetzt wird.

Art. 7. Die Anteile sind unteilbar gegenüber der Gesellschaft, die für jeden Anteil nur einen einzigen Eigentümer anerkennt. Falls mehrere Personen einen Anteil besitzen, dann kann die Gesellschaft die Ausübung der entsprechenden Rechte in der Schwebe halten, bis eine Person bestimmt ist, welche ihr gegenüber Eigentümer des Anteils ist. Ebenso verhält es sich bei einem Konflikt zwischen dem Niessbrauchberechtigten und dem «nackten» Eigentümer oder zwischen dem durch Pfand gesicherten Gläubiger und Schuldner. Die Stimmrechte der mit dem Niessbrauch belasteten Anteile werden jedoch nur vom Niessbrauchberechtigten ausgeübt.

Art. 8. Die Abtretung von Anteilen unter Lebenden an Teilhaber und an Nichtteilhaber unterliegt der anlässlich einer Generalversammlung erteilten Genehmigung der Teilhaber, welche mindestens drei Viertel des Kapitals vertreten.

Die Abtretung von Anteilen von Todes wegen an Teilhaber und an Nichtteilhaber unterliegt der anlässlich einer Generalversammlung erteilten Genehmigung der Teilhaber, welche mindestens drei Viertel des Kapitals vertreten, welches den überlebenden Teilhabern gehört.

Diese Genehmigung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an pflichtteilsberechtigte Erben oder an den überlebenden Gatten übertragen werden. Falls die Genehmigung in der einen oder anderen Hypothese verweigert wird, dann haben die verbleibenden Teilhaber ein Vorkaufsrecht im Verhältnis zu ihrer Beteiligung am verbleibenden Kapital.

Das von einem oder mehreren Teilhabern nicht ausgeübte Vorkaufsrecht geht proportional an die anderen Teilhaber über. Es muss innerhalb einer Frist von drei Monaten ab Verweigerung der Genehmigung ausgeübt werden.

Das Nichtausüben des Vorkaufsrechts zieht automatisch die Genehmigung des ursprünglichen Abtretungsvorschlages nach sich.

Art. 9. Ausser seiner Gesellschaftereinlage kann jeder Teilhaber, mit der vorherigen Zustimmung der anderen Teilhaber, der Gesellschaft persönliche Kreditzuschüsse in Kontokorrent gewähren. Diese Kreditzuschüsse werden auf ein spezielles Kontokorrent zwischen dem kreditgebenden Teilhaber und der Gesellschaft verbucht. Sie tragen Zinsen zu einem Satz welcher von der Generalversammlung der Teilhaber mit zwei drittel Mehrheit festgelegt wird. Diese Zinsen werden als allgemeine Geschäftskosten der Gesellschaft verbucht.

Kreditzuschüsse, die von einem Teilhaber in der in diesem Artikel bestimmten Form gegeben werden, sind nicht als zusätzliche Gesellschaftseinlage zu betrachten, und der Teilhaber wird für diesen Betrag nebst Zinsen als Gläubiger der Gesellschaft anerkannt.

Art. 10. Die Gesellschaft wird nicht beendet durch das Ableben, die Unmündigkeitserklärung, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeitserklärung eines Teilhabers. Im Falle des Ablebens eines Teilhabers wird die Gesellschaft zwischen den überlebenden Teilhabern und den gesetzlichen Erben fortgesetzt.

Art. 11. Es ist den Gläubigern, den Rechtsnachfolgern und den Erben der Teilhaber untersagt, die Güter und Dokumente der Gesellschaft aus welchem Grund auch immer versiegeln zu lassen oder sich irgendwie in die Verwaltungshandlungen einzumischen. Für die Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Gesellschaftsinventare stützen.

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet und verwaltet, welche Teilhaber oder Nichtteilhaber sein können.

Die Befugnisse eines Geschäftsführers werden während seiner Ernennung durch die Generalversammlung bestimmt.

Das Geschäftsführungsmandat wird ihm bis zur Abberufung ad nutum durch die Generalversammlung, welche mehrheitlich berät, anvertraut.

Der oder die Geschäftsführer haben die ausgedehntesten Befugnisse, um die Geschäfte der Gesellschaft durchzuführen und um die Gesellschaft gerichtlich oder aussergerichtlich zu vertreten.

Der oder die Geschäftsführer können Prokuristen der Gesellschaft ernennen, welche die Gesellschaft mit ihrer alleinigen Unterschrift vertreten können, aber nur in denjenigen Grenzen, welche in der Prokura bestimmt werden müssen.

Zwischendividenden dürfen unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

- Zwischenbilanzen werden auf viertel- oder halbjährlicher Basis erstellt,
- diese Bilanzen müssen genügend Gewinne ausweisen, einschliesslich des Gewinnvortrages,
- der Beschluss, Zwischendividenden auszuschütten, ist von den Gesellschaftern zu treffen.

Art. 13. In Ausübung seiner Tätigkeit verpflichtet sich kein Geschäftsführer persönlich bezüglich der ordnungsgemäss im Namen der Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen; als einfacher Mandatar ist er nur für die Ausübung seines Mandates verantwortlich.

Art. 14. Kollektivbeschlüsse sind nur gültig getroffen, wenn sie von den Teilhabern, welche mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen werden.

Beschlüsse über eine Satzungsänderung jedoch dürfen nur von der Mehrheit der Teilhaber getroffen werden, welche drei Viertel des Kapitals vertreten.

Art. 15. Das Geschäftsjahr läuft vom ersten Januar bis zum ein und dreissigsten Dezember.

Art. 16. Jedes Jahr zum 31. Dezember wird die Geschäftsführung einen Jahresabschluss erstellen und ihn den Teilhabern unterbreiten.

Art. 17. Jeder Teilhaber darf den Jahresabschluss am Sitz der Gesellschaft während den fünfzehn Tagen vor seiner Annahme einsehen.

Art. 18. Der positive Saldo der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der allgemeinen Kosten, der Sozialabgaben, der Abschreibungen und der Rückstellungen bildet den Reingewinn der Gesellschaft. Jedes Jahr werden fünf Prozent des Reingewinns vorweggenommen und der gesetzlichen Rücklage zugeführt. Diese Vorwegnahmen und Zuführungen sind nicht mehr zwingend vorgeschrieben, wenn die Rücklage zehn Prozent des Kapitals erreicht hat, müssen jedoch wieder einsetzen bis zu seiner vollständigen Wiederherstellung, wenn der Rücklagefonds zu einem gegebenen Zeitpunkt aus welchem Grund auch immer in Anspruch genommen worden ist. Der Saldo steht zur freien Verfügung der Teilhaber.

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft aus welchem Grund auch immer, wird die Liquidierung durch die Geschäftsführung oder jede andere von den Teilhabern bestimmte Person durchgeführt.

Wenn die Liquidierung der Gesellschaft beendet ist, dann werden die Aktiva der Gesellschaft unter die Teilhaber im Verhältnis der Anteile, welche sie halten, verteilt.

Etwaige Verluste werden in gleicher Weise aufgeteilt, ohne dass jedoch ein Teilhaber gehalten werden könnte Zahlungen zu leisten, welche seine Geschäftseinlagen übersteigen.

Art. 20. Für alles, was nicht in dieser Satzung vorgesehen ist, beziehen sich die Teilhaber auf die in Kraft befindlichen gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 21. Sämtliche Streitigkeiten, welche während der Liquidation der Gesellschaft, sei es zwischen den Teilhabern selbst, sei es zwischen dem oder den Geschäftsführern und der Gesellschaft entstehen, werden, soweit es sich um die Gesellschaftsangelegenheiten handelt, durch Schiedsgericht entsprechend der Zivilprozessordnung entschieden.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2005.

Einzahlung der Gesellschaftsanteile

Alle Anteile wurden in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur freien Verfügung steht, wie dies dem Notar nachgewiesen wurde.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt ein tausend ein hundert fünfzig Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Ausserordentliche Generalversammlung

Anschliessend haben sich die Komparenten zu einer ausserordentlichen Generalversammlung eingefunden, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären, und folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium.
- 2.- Zum Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit wird ernannt:
- Herr Lutz Lüdtke, Geschäftsmann, geboren in Duisburg, (Bundesrepublik Deutschland), am 22. April 1960, wohnhaft in L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium.
- 3.- Die Gesellschaft wird rechtmässig durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers verpflichtet.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar versteht und spricht Englisch und erklärt, dass auf Wunsch der Komparenten gegenwärtige Urkunde in deutsch verfasst ist, gefolgt von einer französischen Fassung; auf Ersuchen derselben Personen und im Falle von Divergenzen zwischen dem deutschen und dem französischen Text, ist die deutsche Fassung massgebend.

Worüber Urkunde, errichtet wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns, dem Notar, unterschrieben.

Es folgt die französische Fassung des vorstehenden Textes:

L'an deux mille cinq, le vingt-neuf septembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- Monsieur Reiner Cichon, employé commercial, né à Flensburg, (Allemagne), le 15 avril 1964, demeurant à L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium.

2.- La société à responsabilité limitée L & S SERVICES, S.à r.l., avec siège social à L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 85.851),
ici dûment représentée par son gérant technique, Monsieur Lutz Lüdtke, commerçant, demeurant à L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent par les présentes:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de LC-BIOService, S.à r.l.

Art. 3. L'objet de la société est l'importation et l'exportation, l'achat et la vente, l'offre et la distribution, en particulier par Internet, ainsi que le commerce et la livraison par transport routier, de tous produits et fabrications écologiques et biologiques, sans aucune restriction.

La société a également pour objet toutes prises de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un porte-feuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option, d'achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

De plus la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de tous immeubles situés aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger.

La société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, industrielles et financières susceptibles de favoriser l'accomplissement des activités décrites ci-dessus.

Art. 4. Le siège social est établi à Vianden.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, lesquelles parts sociales ont été souscrites comme suit:

| | |
|---|-----|
| 1.- Monsieur Reiner Cichon, employé commercial, demeurant à L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium, cinquante parts sociales | 50 |
| 2.- La société à responsabilité limitée L & S SERVICES, S.à r.l., avec siège social à L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium, cinquante parts sociales | 50 |
| Total: cent parts sociales | 100 |

La société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les cessions de parts entre vifs à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Les pouvoirs d'un gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la société et pour représenter la société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 13. Tout gérant ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 15. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au 31 décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 18. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la société terminée, les avoirs de la société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 21. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2005.

Libération des parts sociales

Toutes les parts sociales ont été libérées en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ mille cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social est établi à L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium.
- 2.- Est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Lutz Lüdtke, commerçant, né à Duisburg, (Allemagne), le 22 avril 1960, demeurant à L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium.
- 3.- La société est valablement engagée par la seule signature du gérant.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle le français et l'allemand, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en allemand suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et allemand, la version allemande fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: L. Lüdtke, R. Cichon, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 octobre 2005, vol. 534, fol. 19, case 10. – Reçu 125 euros.

Le Releveur (signé): G. Schlink

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 17 octobre 2005.

J. Seckler.

(091262.3/231/289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

FINWOOD S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 65.319.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ01753, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2005.

FIDUPAR

Signatures

(088964.3/1172/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

FINWOOD S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 65.319.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ01794, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2005.

FIDUPAR

Signatures

(088967.3/1172/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

FINAGRA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 24.500.

Le bilan au 30 juin 2005, enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ01797, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2005.

FIDUPAR

Signatures

(088981.3/1172/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

EUROCORP HOTELS S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 102.455.

Avec effet au 6 octobre 2005, la société MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A. (anciennement CREGE-LUX, CREDIT GENERAL DU LUXEMBOURG S.A.), 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, a dénoncé le domicile établi en ses locaux de la société anonyme EUROCORP HOTELS S.A.

Luxembourg, le 6 octobre 2005.

Pour extrait sincère et conforme

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 2005, réf. LSO-BJ01099. – Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(089120.2//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

FINANCIERE PALMERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 50.254.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ01791, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(088971.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

FINANCIERE PALMERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 50.254.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ01827, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(088972.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

PARTEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 111.183.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le six octobre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Philippe Meyer, avocat, demeurant à CH-8001 Zurich, 20, Talstrasse, ici représenté par Mademoiselle Marie-Laure Aflalo, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg, 23, rue Aldringen, en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 29 septembre 2005, laquelle restera annexée aux présentes.
 - 2) Mademoiselle Marie-Laure Aflalo, prénommée, en son nom personnel.
- Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre 1^{er}. - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de PARTEX S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra s'engager dans toutes transactions concernant des biens immobiliers et mobiliers. La société pourra acquérir, transférer, louer et gérer tous biens immeubles de toutes sortes et situés dans tous pays. La société pourra également engager et exécuter toutes opérations appartenant directement ou indirectement à la gestion et à la propriété de tels biens immobiliers.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. - Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre V. - Assemblée Générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier mardi du mois de juin à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre 2005.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2006.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire le capital comme suit:

| | |
|--|------|
| 1) Monsieur Philippe Meyer, prénommé neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions | 999 |
| 2) Mademoiselle Marie-Laure Aflalo, prénommée une action | 1 |
| Total: mille actions | 1000 |

Toutes les actions ont été intégralement libérées, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille quatre cents euros (1.400.- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. Sont nommés administrateurs:
 - a) Monsieur Philippe Meyer, avocat, né à Zurich (Suisse), le 8 février 1954, demeurant à CH-8001 Zurich, 20, Talstrasse.
 - b) Madame Joëlle Mamane, administrateur de sociétés, née à Fès (Maroc), le 14 janvier 1951, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
 - c) Mademoiselle Marie-Laure Aflalo, administrateur de sociétés, née à Fès (Maroc), le 22 octobre 1966, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
3. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:
 - MONTBRUN REVISION, S.à r.l., ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, R.C. Luxembourg B 67.501.
4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2011.
5. Le siège social de la société est fixé à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer ses pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à un ou plusieurs de ses membres.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M.-L. Aflalo, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 7 octobre 2005, vol. 150S, fol. 19, case 12. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2005.

G. Lecuit.

(091424.3/220/138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

GECO, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 8, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 111.384.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le vingt octobre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

Ont comparu:

1.- Monsieur Christian Faltot, administrateur de sociétés, demeurant à F-54190 Villerupt, 45, rue François Emile Baubeuf, et

2.- Monsieur Eric Kaiser, administrateur de sociétés, demeurant à L-8029 Strassen, 5, rue Jean-Pierre Kemp, tous deux ici représentés par Monsieur Gilles Vogel, conseil économique, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu de deux procurations sous seing privé, données à Luxembourg le 18 octobre 2005,

lesquelles procurations, après avoir été paraphées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquels comparants, agissant comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme holding qu'ils déclarent constituer entre eux, et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de GECO.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée.

La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion et la mise en valeur de ces participations, sous réserve des dispositions de l'article 209 de la loi sur les sociétés commerciales.

La Société peut notamment acquérir par voies d'apport, de souscription, d'option, d'achat ou de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces, négociables ou non (y compris celles émises par tout gouvernement ou autre autorité internationale, nationale ou communale), et tous autres droits s'y rattachant, et les exploiter par voie de vente, cession, échange ou autrement. Elle peut en outre procéder à l'acquisition et la mise en valeur de brevets et licences connexes.

La Société peut émettre des obligations par voie de souscription publique ou privée et emprunter de quelque façon que ce soit conformément à la loi. La Société peut accorder tous concours, prêts, avances ou garanties aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe et substantielle.

La Société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne maintiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Toute activité exercée par la Société peut l'être directement ou indirectement à Luxembourg ou ailleurs par l'intermédiaire de son siège social ou des filiales établies à Luxembourg ou ailleurs.

La Société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Art. 3. Le capital social est fixé à cinquante mille euros (EUR 50.000,-) divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de cinq cents euros (EUR 500,-) chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pouvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Vis-à-vis des tiers la Société se trouve engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou, à défaut, par les signatures conjointes de deux administrateurs.

Art. 7. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier vendredi du mois de juin à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

A.- Le premier exercice social commence aujourd'hui-même et finit le 31 décembre 2005.

B.- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2006.

Souscription et libération

Les comparants précités ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

| | |
|---|-----|
| 1.- Monsieur Christian Faltot, préqualifié, cinquante actions | 50 |
| 2.- Monsieur Eric Kaiser, préqualifié, cinquante actions | 50 |
| Total: cent actions | 100 |

Toutes les actions ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que le montant de cinquante mille euros (EUR 50.000,-) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de 1.650,- EUR.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée constitutive à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Claude André Charles Weber, administrateur de sociétés, né le 21 mars 1951 à Pamiers (France), demeurant à L-1856 Luxembourg, 33, rue Evrard Ketten,

b) Madame Mireille Regnicoli épouse Weber, administratrice de sociétés, née le 11 août 1953 à Villerupt, France, demeurant à L-1856 Luxembourg, 33, rue Evrard Ketten, et

c) Mademoiselle Carole Weber, administratrice de sociétés, née le 26 septembre 1976 à Luxembourg, demeurant à F-75016 Paris, 22, rue de Passy.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire:

La société anonyme EUROTRUST, (R.C.S. Luxembourg B 86.381), avec siège social au L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.

4.- Les mandats des administrateurs et celui du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

5.- L'adresse du siège social de la société est fixée au L-2310 Luxembourg, 8, avenue Pasteur.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Eich, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: G. Vogel, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 25 octobre 2005, vol. 150S, fol. 49, case 6. – Reçu 500 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 26 octobre 2005. P. Decker.
(094425.3/206/140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2005.

HURLINGATE HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 39.231.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2003, enregistrés à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01401, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour extrait sincère et conforme
MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Agent domiciliataire

Signatures

(088986.3/029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

HURLINGATE HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 39.231.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2004, enregistrés à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01399, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour extrait sincère et conforme
MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Agent domiciliataire

Signatures

(088987.3/029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

CHEZ BAGUENETE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1945 Luxembourg, 4B, rue de la Loge.
R. C. Luxembourg B 111.192.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le treize octobre.

Par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Faouzi Karra, directeur-adjoint, demeurant à F-54350 Mont-Saint-Martin, 19, rue des Jonquilles,
- 2.- Monsieur Saïd Karra, assistant manager, demeurant à F-54350 Mont-Saint-Martin, 1, rue des Lupins.

Lesquels comparants ont déclaré former par les présentes une société à responsabilité limitée:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité qui sera régie par les dispositions de la loi du 18 septembre 1933 sur la société à responsabilité limitée, telle que modifiée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un restaurant, ainsi que la vente de boissons alcooliques et non alcooliques dans le cadre de la restauration.

Elle pourra faire toutes les opérations commerciales ou industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société prend la dénomination de CHEZ BAGUENETE, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par dix (10) parts sociales avec une valeur nominale de mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social et les autres dispositions statutaires pourront, à tout moment, être modifiés par décision adoptée à la majorité de tous les associés représentant les trois quarts du capital social. Toutefois dans aucun cas, la majorité des associés ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale dans la société.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. Dans ce cas le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant, et, le cas échéant, aux autres héritiers légaux.

Les héritiers ou les bénéficiaires d'institutions testamentaires ou contractuelles qui n'ont pas été agréés et qui n'ont pas trouvé un cessionnaire réunissant les conditions requises, peuvent provoquer la dissolution anticipée de la société, trois mois après une mise en demeure signifiée aux gérants par exploit d'huissier et notifiée aux associés par lettre recommandée à la poste.

Toutefois, pendant ledit délai de trois mois, les parts sociales du défunt peuvent être acquises, soit par les associés, sous réserve de la prescription de la dernière phrase de l'article 199 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, soit par un tiers agréé par eux, soit par la société elle-même, lorsqu'elle remplit les conditions exigées pour l'acquisition par une société de ses propres titres.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

La méthode applicable pour l'évaluation des parts sociales sera, à défaut de méthode déterminée d'un commun accord par les associés, celle dite du «Stuttgarter Verfahren», telle que prévue par les dispositions fiscales luxembourgeoises.

L'exercice des droits afférents aux parts sociales du défunt est suspendu jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la société.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seings privés.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles aient été notifiées à la société ou acceptées par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayant droits ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 12. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés pour un temps limité ou sans limitation de durée.

Le ou les gérants sont révocables à tout moment pour des causes légitimes et notamment en cas de violation des dispositions légales, réglementaires ou statutaires.

Le gérant unique peut accomplir tous les actes d'administration et de disposition nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, sauf ceux que la loi réserve à la décision des associés.

En cas de nomination de deux gérants, leur signature conjointe est exigée pour engager valablement la société.

Le ou les gérants représentent la société à l'égard des tiers et en justice, en demandant ou en défendant.

Le ou les gérants ne peuvent constituer une hypothèque sur un immeuble social, ni un nantissement sur un fonds de commerce de la société sans y avoir été autorisés au préalable par une décision ordinaire des associés.

Le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société.

Le ou les gérants sont responsables suivant le droit commun envers la société de l'exécution du mandat et des fautes commises dans leur gestion. Ils sont également responsables des dommages et intérêts résultant d'infractions à la loi sur les sociétés commerciales ou des présents statuts.

Art. 13. Le décès d'un gérant ou des gérants, ou leur démission pour quelque motif que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la société.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 15. Les décisions collectives autres que celles dont il est question à l'article 7 ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par au moins deux associés représentant plus de la moitié du capital social. Sauf stipulation contraire dans les statuts, si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettres recommandées et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 17. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la société sont arrêtés et la gérance dresse les comptes sociaux, en conformité avec les dispositions légales existantes.

Art. 18. Chaque année, la gérance doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants, commissaires et associés envers la société.

La gérance établit le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèque ou gage et les dettes sans garantie réelle. Il spécifie au passif le montant des dettes au profit d'associés.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation des associés.

Art. 19. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise régissant les sociétés à responsabilité limitée.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2006.

Souscription

Ces parts ont été souscrites comme suit:

| | |
|---|----|
| 1.- Monsieur Said Karra, préqualifié, cinq parts sociales | 5 |
| 2.- Monsieur Faouzi Karra, préqualifié, cinq parts sociales | 5 |
| Total: dix parts sociales | 10 |

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent en se donnant mutuellement quittance.

Frais

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que de soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de neuf cents euros (EUR 900,-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite les associés représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris les décisions suivantes à l'unanimité des voix:

- 1) Est nommé gérant pour une durée indéterminée Monsieur Saïd Karra, préqualifié.
- 2) La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.
- 3) L'adresse du siège social est fixé à L-1945 Luxembourg, 4B, rue de la Loge.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg., date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. Karra, S. Karra, H. Beck.

Enregistré à Echternach, le 14 octobre 2005, vol. 360, fol. 36, case 4. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Miny.

Pour expédition conforme, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 octobre 2005.

H. Beck.

(091437.3/201/129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

FAMILY TRUST MANAGEMENT EUROPE S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

H. R. Luxemburg B 111.194.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünf, den fünfzehnten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, mit dem Amtssitze zu Niederanven.

Sind erschienen:

- (1) HVB BANQUE LUXEMBOURG S. A., (nachstehend HVB LUX), L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker, hier vertreten durch Herrn Ernst-Dieter Wiesner, Administrateur-Délégué, und Herrn Bernd Janietz, Administrateur-Délégué,
- (2) Herr Prof. Dr. iur. Karl Wolfgang Fahrenkamp, Clemensstraße 17, D-80803 München,
- (3) Herr Hans-Joachim Gernert, Rechtsanwalt, 11, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Kapitel I. - Name, Sitz, Dauer, Gesellschaftszweck

Art. 1. Name. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung FAMILY TRUST MANAGEMENT EUROPE S.A. gegründet.

Art. 2. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

Durch Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxembourg als auch im Ausland errichtet werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dem Sitz im Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur vollständigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Maßnahme hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft.

Die Bekanntmachung einer derartigen Verlegung hat durch die Organe zu erfolgen, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Gegenstand der Gesellschaft sind Family-Office Dienstleistungen, die Finanz- und Finanzstrukturberatung, die Gründung und Überwachung von Kapitalgesellschaften in- und ausländischen Rechts und die Gründung und Überwachung von Private Label Fonds in Luxemburg (SICAV / SICAR / Verbriefungsfonds) sowie mit diesen Zwecken zusammenhängende Aktivitäten.

Die Gesellschaft ist berechtigt, alle Geschäfte einzugehen, die der Förderung des vorgenannten Gegenstandes des Unternehmens dienen, sowie jede andere Art von Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängt oder ihn fördern kann.

Die Gesellschaft kann sich auf jede Art und Weise an anderen Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften beteiligen, und die Verwaltung, die Kontrolle und die Verwertung dieser Beteiligungen, Erwerb durch Ankauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie die Übertragung durch Verkauf, Wechsel oder auf andere Weise von Wertpapieren, Verbindlichkeiten, Schuldforderungen, Scheinen und anderen Werten aller Art, der Besitz, und die Verwaltung und Verwertung ihres Wertpapierbestandes vornehmen.

Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, der Entwicklung jeder finanziellen, industriellen oder kommerziellen Gesellschaft beteiligen und ihnen alle Mithilfe geben, etwa durch Kredite, Garantien oder auf andere Art. Die Gesellschaft kann auf jede Art Darlehen und Unterstützung an verbundene Gesellschaften geben. Sie kann alle Kontrollen und Aufsichtsmaßnahmen durchführen und jede Art von finanziellen, beweglichen und unbeweglichen, kommerziellen und industriellen Operationen vornehmen, welche sie zur Verwirklichung und Durchführung ihres Zweckes für nötig hält.

Kapitel II. - Gesellschaftskapital, Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital ist festgesetzt auf dreihundertsiebzigttausend (370.000,- EUR), eingeteilt in dreihundertsiebzig (370) Aktien zu je eintausend (1.000,- EUR).

An der Gesellschaft sind wie folgt beteiligt:

| Aktionär | Aktien |
|--|--------|
| HVB LUX | 296 |
| Herr Prof. Dr. iur. Karl Wolfgang Fahrenkamp | 37 |
| Herr Hans-Joachim Gernert | 37 |
| Gesamt | 370 |

Nach Wahl ihrer Besitzer können die Aktien in einzelne Aktien darstellende Zertifikate, oder in Zertifikate über zwei oder mehrere Aktien ausgestellt werden.

Die Aktien lauten auf den Namen der Aktionäre.

Kapitel III. - Verwaltung, Übertragung von Befugnissen

Art. 6. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei (3) und maximal sechs (6) Mitgliedern, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Verwaltungsräte werden für eine höchstens sechs Jahre dauernde Amtszeit durch die Generalversammlung der Aktionäre ernannt. Eine Wiederwahl ist möglich.

Die Generalversammlung der Aktionäre kann Verwaltungsräte zu jeder Zeit abberufen. Wird die Stelle eines Mitgliedes des Verwaltungsrates frei, so können die verbleibenden Mitglieder das frei gewordene Amt vorläufig besetzen.

Art. 7. Vorsitz und Beschlussfassung. Der Verwaltungsrat bestellt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen Stellvertretenden Vorsitzenden, die von der Generalversammlung gewählt werden. Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt ein vom Verwaltungsrat bestimmtes Mitglied dessen Aufgaben.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann. Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich, telegrafisch oder per Telefax abgeben. Fernschreiben, Telegramme und Telefaxe müssen schriftlich bestätigt werden. Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam, wie ein anlässlich einer Verwaltungsratssitzung gefasster Beschluss.

Eine Verwaltungsratssitzung kann auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder anderen Kommunikationsmittel durchgeführt werden, sofern sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können. Diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme gleich.

Art. 8. Protokolle. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern, bei Abwesenheit im Umlaufverfahren, unterschrieben. Die Beglaubigung von Kopien erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 9. Vollmachten. Der Verwaltungsrat ist mit den weitestgehenden Vollmachten versehen, um alle mit dem Gesellschaftszweck zusammenhängenden Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen.

Sämtliche Handlungen, welche nicht durch das Gesetz oder durch gegenwärtige Satzung ausdrücklich der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Art. 10. Vertretung. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates verpflichtet. Der Verwaltungsrat kann Dritten, welche nicht Aktionäre

zu sein brauchen, seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen. Das Weitere bestimmt die Unterschriftenliste der Gesellschaft in der jeweils geltenden Fassung.

Art. 11. Rechnungsprüfung. Die Gesellschaft unterliegt der Überwachung durch einen oder mehrere Wirtschaftsprüfer, die vom Verwaltungsrat ernannt werden.

Kapitel IV. Generalversammlung

Art. 12. Ordentliche Generalversammlung. An jedem ersten Mittwoch des Monats März jeden Jahres findet die ordentliche Generalversammlung statt. Außerordentliche Generalversammlungen können einberufen werden, wie es im Interesse der Gesellschaft erforderlich erscheint oder auf Antrag von Aktionären, die zusammen wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens besitzen. Die Versammlung beschließt über alle Angelegenheiten, die ihr kraft Gesetzes oder Satzung zugewiesen sind.

Art. 13. Ort und Einberufung. Der Verwaltungsrat beruft die Generalversammlung ein. Sie findet am Sitz der Gesellschaft statt. Die Einberufung muss mindestens einen Monat vor dem Tag der Versammlung, den Tag der Veröffentlichung und den Tag der Versammlung nicht mitgerechnet, bekannt gemacht sein.

Art. 14. Vorsitz. Den Vorsitz in der Generalversammlung führt der Vorsitzende des Verwaltungsrats, im Fall seiner Verhinderung sein Stellvertreter, bei dessen Verhinderung ein unter Leitung des ältesten anwesenden Aktionärsvertreters gewählter anderer Versammlungsleiter.

Art. 15. Stimmrecht. Jede Aktie gewährt in der Generalversammlung eine Stimme. Das Stimmrecht kann durch schriftlich Bevollmächtigte ausgeübt werden.

Art. 16. Beschlussfassung. Die Generalversammlung ist beschlussfähig, wenn die Hälfte des Grundkapitals vertreten ist. Ist dies nicht der Fall, so ist unverzüglich eine neue Generalversammlung in der gleichen Tagesordnung einzuberufen, die stets beschlussfähig ist. Auf diese Folge ist in der Einberufung der zweiten Sitzung hinzuweisen.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen des vertretenen Grundkapitals gefasst, sofern nicht Gesetz oder Satzung eine größere Mehrheit zwingend vorschreiben.

Kapitel V. Jahresabschluss und Gewinnverwendung, Allgemeines

Art. 17. Jahresabschluss, Gewinnverwendung. In den ersten zwei Monaten eines Geschäftsjahres hat die Geschäftsleitung für das vergangene Geschäftsjahr den Jahresabschluss und den Lagebericht aufzustellen und unverzüglich nach ihrer Aufstellung dem Verwaltungsrat vorzulegen. Dieser erteilt dem Abschlussprüfer den Prüfungsauftrag. Zusammen mit dem Jahresabschluss und dem Lagebericht hat die Geschäftsleitung dem Verwaltungsrat den Gewinnverwendungsvorschlag vorzulegen.

Soweit die Satzung nichts anderes vorsieht, beschließt die Generalversammlung über die Verwendung des Bilanzgewinns. Fünf Prozent (5%) werden vom jährlichen Reingewinn abgezogen und den gesetzlichen Rücklagen zugewiesen. Die Verpflichtung, diese Zuweisung vorzunehmen, besteht dann nicht mehr, wenn die gesetzlichen Rücklagen die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht haben.

Art. 18. Gerichtsstand. Gerichtsstand für alle auf dem Gesellschaftsverhältnis beruhenden Streitigkeiten zwischen der Gesellschaft und ihren Aktionären und der Aktionäre untereinander ist der Sitz der Gesellschaft.

Gründungskosten

Die Gesellschaft trägt die Kosten für die Gründung in Höhe von ungefähr fünf tausend fünfhundert Euro (EUR 5.500,-).

Zeichnen der Aktien

Nachdem die Satzung wie hiervor festgesetzt wurde, haben die Erschienen erklärt, dass das gesamte Kapital wie folgt gezeichnet wurde:

| | |
|---|-----|
| 1. Die Gesellschaft HVB BANQUE LUXEMBOURG S.A. | 296 |
| 2. Herr Prof. Dr. iur. Karl Wolfgang Fahrenkamp | 37 |
| 3. Herr Hans-Joachim Gernert. | 37 |
| Total: dreihundertsiebzig Aktien | 370 |

Sämtliche Aktien wurden zu einhundert Prozent (100%) einbezahlt, sodass der Gesellschaft ab heute die Summe von dreihundertsiebzigttausend Euro (370.000,- EUR) zur Verfügung steht, worüber dem Notar der Nachweis erbracht wurde.

Feststellung

Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall, wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Außerordentliche Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Verwaltungsmitglieder wird auf maximal sechs (6) festgelegt.
2. Zu den Verwaltungsratsmitgliedern werden bis zum Jahre 2011 ernannt:

- 1) Herr Ernst-Dieter Wiesner, administrateur-délégué, geboren in Neurode (Deutschland), am 15. Februar 1945, mit professioneller Adresse in L-2721 Luxemburg, 4, rue Alphonse Weicker,

2) Herr Rudolf Fuhrmann, Direktor, geboren in Guben (Deutschland), am 4. August 1949, mit professioneller Adresse in L-2721 Luxemburg, 4, rue Alphonse Weicker,

3) Herr Prof. Dr. iur. Karl Wolfgang Fahrenkamp, Rechtsanwalt, geboren in Stuttgart (Deutschland), am 22. August 1937, mit professioneller Adresse in D-80803 München, Clemensstrasse 17,

4) Herr Hans-Joachim Gernert, Rechtsanwalt, geboren in Dortmund (Deutschland), am 3. März 1959, mit professioneller Adresse in L-1724 Luxemburg, 11, boulevard du Prince Henri.

Beschluss des Verwaltungsrates

Der Verwaltungsrat beschließt einstimmig:

1. Als Geschäftsleiter werden bis zum Jahre 2011 ernannt:

1) Herr Johannes Magar, geboren in Saarlouis (Deutschland), am 14. Juli 1961, wohnhaft in D-66701 Beckingen, Amselweg 23, und

2) Herr Volker Hugo Klassen, geboren in Trier (Deutschland), am 17. April 1963, wohnhaft in D-54332 Wasserliesch, Auf Periol 37, bestimmt.

2. Herr Ernst-Dieter Wiesner wird zum Vorsitzenden sowie Herr Prof. Dr. jur. Karl Wolfgang Fahrenkamp zum stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrates der FAMILY TRUST MANAGEMENT EUROPE S.A. ernannt.

3. Als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft wird die KPMG AUDIT, L-2520 Luxemburg, 31, allée Scheffer, bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2006, bestimmt.

Der Notar hat die Kompargenten darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor der Aufnahme jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was die Kompargenten ausdrücklich anerkennen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, im Jahre, Monat und Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung, haben die vorgenannten Kompargenten zusammen mit dem instrumentierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: E.-D. Wiesner, B. Janietz, K.W. Fahrenkamp, H.-J. Gernert, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2005, vol. 25CS, fol. 61, case 1. – Reçu 3.700 euros.

Le Receveur ff. (signé): Tholl.

Für gleichlautende Kopie, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 18. Oktober 2005.

P. Bettingen.

(091439.3/202/171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

NOVE CZECH INVESTMENT COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Share capital: EUR 13,000.-.

Registered office: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.

R. C. Luxembourg B 82.808.

In the year two thousand and five, on the fifteenth of September.

Before Us, Maître Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

- CENTRAL EUROPE CAPITAL INC., a Delaware Corporation incorporated under the laws of Delaware, State of the United States of America, having its registered office at 24, rue de Cambacérès, F-75008 Paris (France),

- GOLUB NOVE BUTOVICE L.L.C., a limited liability company incorporated and existing under Illinois law, with registered office at Chicago, Illinois, State of the United States of America,

here represented by Carolin Weirauch, employee, with professional address at 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach,

by virtue of two proxies given in Prague and Chicago on June 30, 2005.

The said proxies, signed ne varietur by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, through its proxyholder, have requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing parties are the sole shareholders of the private limited liability company established in Luxembourg under the name of NOVE CZECH INVESTMENT COMPANY, S.à r.l., registered at the Luxembourg Trade and Company Register, section B, under number 82.808 (hereafter «the Company»), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary of June 13, 2001, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n° 1246 of December 28, 2001.

II. The Company's share capital is fixed at thirteen thousand Euro (EUR 13,000.-) represented by five hundred twenty (520) shares of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

III. The sole shareholders resolve to increase the Company's share capital to the extent of four million d'Euro (EUR 4,000,000.-) in order to raise it from its present amount of thirteen thousand Euro (EUR 13,000.-) to four million thirteen thousand Euro (EUR 4,013,000.-) by the issue of one hundred sixty thousand (160,000) new shares of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares.

IV. The sole shareholders unanimously resolved to agree to the subscription of the one hundred sixty thousand (160,000) new shares as follows:

- CENTRAL EUROPE CAPITAL INC., prenamed: one hundred fifty thousand (150,000) new shares of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares;

- GOLUB NOVE BUTOVIC L.L.C., prenamed: ten thousand (10,000) new shares of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon, CENTRAL EUROPE CAPITAL INC., prenamed, declared to subscribe to the one hundred fifty thousand (150,000) new shares of a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, by contributions in the total value of three million seven hundred fifty thousand Euro (EUR 3,750,000.-) paid up by (i) contribution in kind consisting in (a) advances for an amount of one million three hundred seventy-three thousand four hundred thirty-seven Euro (EUR 1,373,437.-) granted to the Company by virtue of a credit facility advance agreement between the Company and CENTRAL EUROPE CAPITAL INC. executed on June 30, 2005, (b) advances for an amount of two million two hundred fifteen thousand three hundred twelve Euro and fifty Cents (EUR 2,215,312.50) granted to the Company by virtue of an interest free loan agreement signed between the Company and CENTRAL EUROPE CAPITAL INC. (ii) a contribution in cash for an amount of one hundred sixty-one thousand two hundred fifty Euro (EUR 161,250.-).

Proof of the existence and value of such credit facility advance agreement and such interest free loan agreement has been given to the undersigned notary by copies of the said credit facility advance agreement, copies of the said interest free loan agreement and an original of a contribution agreement between the Company and CENTRAL EUROPE CAPITAL INC. Proof of the existence of the contribution in cash has been given to the undersigned notary by a certificate of blocked funds issued by BANQUE GENERALE DE LUXEMBOURG.

Thereupon, GOLUB NOVE BUTOVIC L.L.C., prenamed, declared to subscribe to the ten thousand (10,000) new shares of a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, by contributions in the total value of two hundred fifty thousand Euro (EUR 250,000.-) paid up by (i) contribution in kind consisting in (a) advances for an amount of ninety-one thousand five hundred sixty-two Euro and fifty Cents (EUR 91,562.50) granted to the Company by virtue of a credit facility advance agreement between the Company and GOLUB NOVE BUTOVIC L.L.C. executed on June 30, 2005, (b) advances for an amount of one hundred forty-seven thousand six hundred eighty-seven Euro and fifty Cents (EUR 147,687.50) granted to the company by virtue of an interest free loan agreement between the Company and GOLUB NOVE BUTOVIC L.L.C. and (ii) a contribution in cash for an amount of ten thousand seven hundred fifty Euro (10,750.-).

Proof of the existence and value of such credit facility advance agreement and such interest free loan agreement has been given to the undersigned notary by copies of the said credit facility advance agreement, copies of the said interest free loan agreement and an original of a contribution agreement between the Company and GOLUB NOVE BUTOVIC L.L.C. Proof of the existence of the contribution in cash has been given to the undersigned notary by a certificate of blocked funds issued by BANQUE GENERALE DE LUXEMBOURG.

V. The sole shareholders declare that the total value of the contributions is four million Euro (EUR 4,000,000.-) which value has been accepted by the Company.

VI. Pursuant to the above increase of capital, the sole shareholders resolved to amend article 6 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

«**Art. 6.** The share capital is fixed at four million thirteen thousand Euro (EUR 4,013,000.-) represented by one hundred sixty thousand five hundred twenty (160,520) shares of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, fully paid up.»

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the presently stated increase of capital are estimated at forty-nine thousand Euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le quinze septembre.

Par-devant Maître Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- CENTRAL EUROPE CAPITAL INC., une société de Delaware constituée sous le droit de Delaware, Etat des Etats-Unis d'Amérique, avec siège social au 24, rue de Cambacérès, F-75008 Paris (France),

- GOLUB NOVE BUTOVIC L.L.C., une société à responsabilité limitée, constituée et régie par le droit de Illinois, avec siège social à Chicago, Illinois, Etat des Etats-Unis d'Amérique,

ici représentées par Carolin Weirauch, employée, avec adresse professionnelle au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach,

en vertu de deux procurations données à Prague et Chicago le 30 juin 2005.

Lesquelles procurations, après avoir été signée ne varietur par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Lesquelles comparantes, par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Les comparantes sont les seules associés de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de NOVE CZECH INVESTMENT COMPANY, S.à r.l., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 82.808, (ci après «la Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 13 juin 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n° 1246 du 28 décembre 2001.

II. Le capital social de la Société est fixé à treize mille euros (EUR 13.000,-) représenté par cinq cent vingt (520) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

III. Les associés décident d'augmenter le capital social à concurrence de quatre million euros (EUR 4.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de treize mille euros (EUR 13.000,-) à six quatre million treize mille euros (EUR 4.013.000,-) par l'émission de un cent soixante mille (160.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

IV. Les associés décident unanimement d'avaliser la souscription des cent soixante mille (160.000) nouvelles parts sociales comme suit:

- CENTRAL EUROPE CAPITAL INC., précitée: cent cinquante mille (150.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes;

- GOLUB NOVE BUTOVICE L.L.C., précitée: dix mille (10.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes;

Souscription - Libération

Ensuite, CENTRAL EUROPE CAPITAL INC., précitée, déclare souscrire à cent cinquante mille (150.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, par un apport d'un montant total de trois million sept cent cinquante mille euros (EUR 3.750.000,-), libérés par (i) un apport en nature consistant en (a) des avances pour une somme d'un million trois cent soixante-treize mille quatre cent trente-sept euros (1.373.437,-) accordées à la Société en vertu d'un contrat de prêt souscrit entre la Société et CENTRAL EUROPE CAPITAL INC. et signé le 30 juin 2005, (b) des avances pour une somme de deux million deux cent quinze mille trois cent douze euros et cinquante cents (EUR 2.215.312,50) accordées à la Société en vertu d'un contrat de prêt sans intérêt entre la Société et CENTRAL EUROPE CAPITAL INC. et (ii) un apport en espèces de cent soixante et un mille deux cent cinquante euros (EUR 161.250,-).

Preuve de l'existence et de la valeur d'un tel contrat de prêt et d'un tel contrat de prêt sans intérêt, a été donnée au notaire instrumentant par une copie du contrat de prêt, une copie du contrat de prêt sans intérêt et un original du contrat d'apport entre la Société et CENTRAL EUROPE CAPITAL INC. Preuve de l'existence de l'apport en espèces a été donnée au notaire instrumentant par un certificat de blocage des fonds émis par la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.

Ensuite, GOLUB NOVE BUTOVICE L.L.C., précitée, déclare souscrire aux dix mille (10.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, par un apport d'un montant total de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-), libéré par (i) un apport en nature consistant en (a) des avances pour une somme de quatre-vingt-onze mille cinq cent soixante-deux euros et cinquante cents (EUR 91.562,50) accordées à la Société en vertu d'un contrat de prêt souscrit entre la Société et GOLUB NOVE BUTOVICE L.L.C. et signé le 30 juin 2005, (b) des avances pour une somme de cent quarante-sept mille six cent quatre-vingt-sept euros et cinquante cents (EUR 147.687,50) accordées à la Société en vertu d'un contrat de prêt sans intérêt entre la Société et GOLUB NOVE BUTOVICE L.L.C. et (ii) un apport en espèces dix mille sept cent cinquante euros (EUR 10.750,-).

Preuve de l'existence et de la valeur d'un tel contrat de prêt et d'un tel contrat de prêt sans intérêt, a été donnée au notaire instrumentant par une copie du contrat de prêt, une copie du contrat de prêt sans intérêt et un original du contrat d'apport entre la Société et GOLUB NOVE BUTOVICE L.L.C. Preuve de l'existence de l'apport en espèces a été donnée au notaire instrumentant par un certificat de blocage des fonds émis par la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.

V. Les associés déclarent que la valeur totale de ces apports en nature est de quatre million d'euros (EUR 4.000.000,-), valeur acceptée par la Société.

VI. Suite à l'augmentation de capital ci-dessus, les associés décident de modifier l'article 6 des statuts de la société, qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à six quatre million treize mille euros (EUR 4.013.000,-) représenté par cent soixante mille cinq cent vingt (160.520) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, entièrement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelle que soit leur forme, incombant à la Société et mis à sa charge à raison de la présente augmentation de capital sont évalués sans préjudice à la somme de quarante-neuf mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé ensemble avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. Chateau, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2005, vol. 150S, fol. 11, case 9. – Reçu 40.000 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2005.

J. Elvinger.

(091450.3/211/167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

NOVE CZECH INVESTMENT COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.

R. C. Luxembourg B 82.808.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

J. Elvinger.

(091451.3/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

BETA EUROPA MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 45.088.

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement en date du 12 septembre 2005, a appelé aux fonctions d'administrateur Monsieur José Luis Dorado Ocaña, C/Tramontana 8, 2A, E-28023 Pozuelo de Alarcon, Madrid, en remplacement de Monsieur Constantino Millan. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2006.

Lors de cette même Assemblée, les mandats des administrateurs:

Monsieur José Luis Gandia, Administrateur, 12, Plaza Alfonso el Magnanimo, E-46003 Valencia, Monsieur Jaime Hap, Administrateur, 78 Claudio Coello, E-28001 Madrid,

ont été renouvelés et prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2006.

Ensuite cette Assemblée a appelé aux fonctions de Réviseur d'entreprises PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg en remplacement de DELOITTE & TOUCHE S.A., Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2006.

Enfin cette Assemblée a décidé de transférer le siège social de la société du 59, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Le conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

- Monsieur José Luis Dorado Ocaña, Administrateur,
- Monsieur José Luis Gandia, Administrateur,
- Monsieur Jaime Hap, Administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2005.

Pour extrait sincère et conforme

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Agent domiciliataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01370. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(089138.3/029/31) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

S.A. KRAEIZGAASS, Société Anonyme.

Siège social: L-1278 Luxembourg, 5, rue Tony Bourg.

R. C. Luxembourg B 94.867.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ02023, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, octobre 2005.

M. Marchand.

(089032.3/4287/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

MATISSE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 52.513.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2002, enregistrés à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01391, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour MATISSE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding

MONTEREY SERVICES S.A.

Administrateur

Signatures

(089002.3/029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

MATISSE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 52.513.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2003, enregistrés à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01389, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour MATISSE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding

MONTEREY SERVICES S.A.

Administrateur

Signatures

(088999.3/029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

MATISSE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 52.513.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2004, enregistrés à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01387, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour MATISSE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding

MONTEREY SERVICES S.A.

Administrateur

Signatures

(088996.3/029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

FINEPRO INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 51.948.

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement en date du 19 septembre 2005 a appelé aux fonctions de Commissaire aux comptes, avec effet au 25 juillet 2005, A.T.T.C., ADMINISTRATION TECHNIQUE ET TRAVAUX COMPTABLES S.A., 67, rue Michel Welter, L-2730 Luxembourg, en remplacement de FIDUCIAIRE ET SOCIETE DE GESTION EUROPEENNE S.A. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour FINEPRO INTERNATIONAL S.A.

E. Magrini

Administrateur B

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01378. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(089141.3/029/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

DOWNWIND, S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Capital social: EUR 15.000,-.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.
R. C. Luxembourg B 78.239.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire de la société du 30 septembre 2005

L'associé unique a renouvelé le mandat de Maître François Brouxel en tant que liquidateur de la Société pour une durée prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2005, réf. LSO-BJ02044. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(089134.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

PROFIT-OFFICE-CENTER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5445 Schengen, 72B, route du Vin.
R. C. Luxembourg B 111.216.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le onze octobre.

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, soussigné.

Ont comparu:

1. Thomas Fries, commerçant, demeurant à D-66802 Überherrn, 3, Meisenweg.

2. Rosetta Russo, secrétaire, demeurant à D-66802 Überherrn, 3, Meisenweg.

Lesquels comparants, ont requis le notaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée:

PROFIT-OFFICE-CENTER S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut être dissoute anticipativement par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Schengen.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet la représentation commerciale, le service de bureau ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois cent dix (310) actions de cent euros (100,- EUR) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier vendredi du mois de mai à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter par lui-même ou par mandataire, lequel dernier ne doit pas être nécessairement actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

| | |
|---|-----|
| 1.- Thomas Fries, susdit, trois cents actions | 300 |
| 2.- Rosetta Russo, susdite, dix actions | 10 |
| Total: Trois cent dix actions | 310 |

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraire, de sorte que le capital social au montant de trente et un mille euros (31.000,- EUR) est dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui pour finir le 31 décembre 2005.
- 2) La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2006.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité, ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

Sont nommés aux fonctions d'administrateur:

1. Thomas Fries, commerçant, demeurant à D-66802 Überherrn, 3, Meisenweg.
2. Rosetta Russo, secrétaire, demeurant à D-66802 Überherrn, 3, Meisenweg.
3. Tatjana Fries, élève, demeurant à D-66802 Überherrn, 3, Meisenweg.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes: INTERNATIONAL CONSULTING WORLDWIDE, S.à r.l., avec siège social à L-5447 Schwebsange, 2, rue de la Moselle.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2010.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-5445 Schengen, 72B, route du Vin.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statuaire.

Cinquième résolution

Le conseil d'administration est autorisé, conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés et de l'article 7 des présents statuts, à désigner un administrateur-délégué avec tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature pour les opérations de la gestion journalière.

Déclaration

En application de la loi du 11 août 1998 portant introduction de l'incrimination des organisations criminelles et de l'infraction de blanchiment au code pénal les comparants déclarent être les bénéficiaires réels des fonds faisant l'objet des présentes

et déclarent en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants, ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: T. Fries, R. Russo, R. Arrensdorff.

Enregistré à Remich, le 17 octobre 2005, vol. 469, fol. 63, case 1. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 19 octobre 2005.

R. Arrensdorff.

(091540.3/218/114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

ARIANE SERVICES S.C., Société Civile.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

R. C. Luxembourg E 276.

L'an deux mille cinq, le sept octobre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

Monsieur René Beltjens, Monsieur Thierry Blondeau, Madame Marie-Jeanne Chèvremont-Lorenzini, Monsieur Laurent de La Mettrie, Monsieur Olivier de Vinck, Monsieur Sami Douénias, Monsieur Bernard Dubois, Monsieur Philippe Duren, Monsieur Amaury Evrard, Monsieur Laurent Fedrigo, Monsieur Michel Guilluy, Monsieur Luc Henzig, Monsieur Pierre Krier, Monsieur Jean-Robert Lentz, Monsieur Gian Marco Magrini, Monsieur Mervyn Martins, Monsieur Laurent Marx, Monsieur Roland Mertens, Monsieur Olivier Mortelmans, Monsieur Didier Mouget, Monsieur Paul Neyens, Monsieur John Parkhouse, Madame Valérie Piastrelli, Monsieur Wim Piot, Monsieur Christophe Pittie, Monsieur Didier Prime, Monsieur Pascal Rakovsky, Monsieur Michiel Roumieux, Monsieur Marc Saluzzi, Monsieur Serge Saussoy, Monsieur Thomas Schiffler, Monsieur Philippe Sergiel, Monsieur Günter Simon,

demeurant tous professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg,

ici représentés par Monsieur Didier Mouget, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société civile ARIANE SERVICES S.C., ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, R.C.S. Luxembourg, numéro E 276, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 15 février 2001, publié au Mémorial C, numéro 889 du 17 octobre 2001, et dont les statuts ont été modifiés suivant actes sous seing privé:

- en date du 6 novembre 2001, publié au Mémorial C, numéro 393 du 12 mars 2002;

- en date du 8 novembre 2002, publié au Mémorial C, numéro 118 du 6 février 2003;

- en date du 20 décembre 2004, en voie de publication au Mémorial C.

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de ladite société civile ARIANE SERVICES S.C. et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'entièreté du capital social étant représentée à la présente assemblée, les associés renoncent aux formalités de convocation, les associés présents se considérant dûment convoqués et déclarent avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été rendu disponible au préalable.

Deuxième résolution

Avec effet au 1^{er} juillet 2005, la collectivité des associés, conformément à l'article 7 des statuts,

- entérine l'agrément donné à Monsieur Olivier de Vinck, Monsieur Amaury Evrard, Monsieur Laurent Fedrigo, Monsieur Christophe Pittie, Monsieur Didier Prime, et les différentes cessions de parts effectivement intervenues entre les associés et Monsieur Olivier de Vinck, Monsieur Amaury Evrard, Monsieur Laurent Fedrigo, Monsieur Christophe Pittie, Monsieur Didier Prime,

- prend acte du retrait comme associé de l'un des cédants, Monsieur Serge Bertoldo.

Troisième résolution

La collectivité des associés, comme conséquence de la résolution précédente, décide de modifier l'article 6 des statuts de la façon suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à 12.500,- EUR (douze mille cinq cents euros), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Les parts sociales sont réparties comme suit:

| | |
|--|----|
| 1) Monsieur René Beltjens, expert-comptable, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 2) Monsieur Thierry Blondeau, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 3) Madame Marie-Jeanne Chèvremont-Lorenzini, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, seize parts sociales | 16 |
| 4) Monsieur Laurent de La Mettrie, conseil fiscal, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 5) Monsieur Olivier de Vinck, consultant en gestion d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 6) Monsieur Sami Douénias, expert-comptable, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 7) Monsieur Bernard Dubois, consultant en gestion d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 8) Monsieur Philippe Duren, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 9) Monsieur Amaury Evrard, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 10) Monsieur Laurent Fedrigo, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 11) Monsieur Michel Guilly, conseil fiscal, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 12) Monsieur Luc Henzig, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 13) Monsieur Pierre Krier, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 14) Monsieur Jean-Robert Lentz, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, seize parts sociales | 16 |
| 15) Monsieur Gian Marco Magrini, consultant en gestion d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 16) Monsieur Mervyn Martins, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 17) Monsieur Laurent Marx, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 18) Monsieur Roland Mertens, conseil fiscal, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, seize parts sociales | 16 |
| 19) Monsieur Olivier Mortelmans, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 20) Monsieur Didier Mouget, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, seize parts sociales | 16 |
| 21) Monsieur Paul Neyens, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 22) Monsieur John Parkhouse, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 23) Madame Valérie Piastrelli, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 24) Monsieur Wim Piot, conseil fiscal, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 25) Monsieur Christophe Pittie, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 26) Monsieur Didier Prime, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 27) Monsieur Pascal Rakovsky, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, seize parts sociales | 16 |
| 28) Monsieur Michiel Roumieux, conseil fiscal, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 29) Monsieur Marc Saluzzi, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 30) Monsieur Serge Saussoy, conseil fiscal, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |

| | |
|---|-----|
| 31) Monsieur Thomas Schiffler, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 32) Monsieur Philippe Sergiel, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| 33) Monsieur Günter Simon, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, quinze parts sociales | 15 |
| Total: cinq cents parts sociales | 500 |

La répartition du bénéfice en ce compris le boni de liquidation se fera suivant les conventions particulières intervenues entre tous les associés.

Les associés sont tenus personnellement et solidairement des engagements de la société à l'égard des tiers.»

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société à raison du présent acte sont évalués à la somme de neuf cents euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: D. Mouget, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 octobre 2005, vol. 532, fol. 30, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): C. Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 24 octobre 2005.

J. Seckler.

(092884.3/231/132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2005.

S.F. CENTER LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 124, route de Stavelot.

R. C. Luxembourg B 111.386.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le dix-huit octobre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Hans Edmond Emonts-Pool, indépendant, né à Verviers (Belgique) le 18 août 1953, demeurant à D-52134 Herzogenrath (Allemagne), Rumpener Strasse 76;

2. Monsieur François Emonts-Pool, employé privé, né à Mürselen (Allemagne) le 25 juin 1982, demeurant à D-52134 Herzogenrath (Allemagne), Rumpener Strasse 76;

3. Madame Eliane Marie Thérèse H. Fraipont, employée privée, née à Velroux (Belgique) le 7 octobre 1949, demeurant à B-4880 Aubel (Belgique), rue Tisman 40.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de S.F. CENTER LUXEMBOURG, S.à r.l., société à responsabilité limitée.

Art. 3. Le siège social est établi à Weiswampach.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. La société a pour objet l'exploitation tant au Luxembourg qu'à l'étranger, la fabrication, le placement, le commerce de gros et de détail en ornements moulés en staff. Elle pourra faire toutes opérations quelconques pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet social, ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés, que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants-droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non qui sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat.

A moins que l'assemblée des associés n'en décide autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais, charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 18. Si la société, par suite de cession de parts, ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les mêmes pouvoirs que ceux attribués à l'assemblée générale des associés.

Les décisions de l'associé unique prises dans ce cadre sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution se termine, le 31 décembre 2005.

Souscription - Libération

Les statuts ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les parts comme suit:

| | |
|--|-----|
| 1. Monsieur Hans Edmond Emonts-Pool, prénommé, quarante parts sociales | 40 |
| 2. Monsieur François Emonts-Pool, prénommé, trente parts sociales. | 30 |
| 3. Madame Eliane Marie Thérèse H. Fraipont, prénommée, trente parts sociales | 30 |
| Total: cent parts sociales | 100 |

Les comparants aux présentes déclarent également que toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire à un compte bancaire, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille euros (1.000,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est établi à L-9991 Weiswampach, 124, route de Stavelot.
2. L'assemblée générale désigne comme gérants pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Hans Edmond Emonts-Pool, prénommé, gérant technique.
 - Monsieur François Emonts-Pool, prénommé, gérant administratif.

Les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour engager la société en toutes circonstances par leur signature conjointe.

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: H.E. Emonts-Pool, Fr. Emonts-Pool, E.M.Th. H. Fraipont, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2005, vol. 150S, fol. 41, case 6. – Reçu 124 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2005.

G. Lecuit.

(094436.3/220/97) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2005.

GC PARTNER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1311 Luxembourg, 19, boulevard Marcel Cahen.
R. C. Luxembourg B 97.404.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2005, réf. LSO-BJ02400, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Signature.

(089099.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

**PROFIDEC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. PROFERTEC).**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 20.369.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01718, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Signature.

(089102.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

PK PARTNERS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.
R. C. Luxembourg B 100.806.

In the year two thousand and five, on the twenty-eighth day of September.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing at Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an Extraordinary General Meeting («the Meeting») of the shareholders of PK PARTNERS S.A., a «société anonyme», established and having its registered office at 2, rue Carlo Hemmer, L-1734 Luxembourg, which was incorporated by a deed of the undersigned notary, on 6 May 2004, published in the Mémorial C number 707 of 9 July 2004, and which is entered in the Register of Commerce and Companies in Luxembourg, section B, under number 100.806 (the «Company»).

The Meeting is declared opened and is presided over by Mr Jos Hemmer, employee, with professional address in Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary of the Meeting Mrs Martine Kapp, employee, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Philippe Gilain, employee, with professional address in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

I.- The agenda of the meeting is as follows:

Agenda:

1. Amendment of the second paragraph of article 5 of the by-laws, which henceforth will read as follows:

Art. 5. (second paragraph). «The shares are and remain in registered form.»

2. Insertion of the following text as new article 6 of the by-laws:

Art. 6. The shareholder who wishes to transfer all or part of his shares (the «transferor») has to inform the Board of Directors by registered letter of his intention to transfer shares (the «transfer notice»). The transferor has to indicate in the transfer notice the number of the shares for which the transfer is requested, price and other terms as applicable, the surname, name, profession and the residence of the proposed transferee(s).

Within fifteen days after the receipt of the transfer notice the Board of Directors shall approve the transfer or, in due course, serve by registered letter a copy of that transfer notice to the shareholders other than the transferor.

The other shareholders shall then have a pre-emption right to purchase the shares for which the transfer is requested. This right is exercised in proportion of the shares owned by each such other shareholder. The non-exercise of the pre-emption right, in whole or in part, by one shareholder increases the pre-emption right of the other shareholders. Under no circumstances can the shares be divided; if the amount of shares to be transferred is not exactly proportional to the amount of shares for which the option can be exercised, the shares in excess are, failing agreement, allotted by drawing lots under the responsibility of the Board of Directors.

The shareholder who intends to exercise his pre-emption right has to inform the Board of Directors by registered letter within thirty days after receipt of the transfer notice sent pursuant to the provisions of paragraph three of this Article, failing which his pre-emption right is forfeited. For the exercise of the pre-emption right deriving from the increase of the shareholders' pre-emption rights pursuant to the provisions of the third sentence of paragraph four of this article, the shareholders will benefit from an additional delay of one month which will start at the end of the thirty days period indicated in the first sentence of this paragraph.

The shareholders who exercise their pre-emption right may acquire the shares at the purchase price indicated in the transfer notice. Any dispute as to whether the purchase price represents fair value which is not resolved by mutual agreement in writing, shall no later than thirty days after the occurrence of such dispute, be referred to an independent auditor appointed by the Board of Directors of the Company. The independent auditor's fees shall be shared amongst transferor and transferee(s). The determination of the purchase price by the independent auditor shall be final and without any recourse.

The pre-emption right can be exercised for all or part of the shares for which the transfer is requested. Within two months after receipt of the transfer notice sent pursuant to the provisions of paragraph two of this Article, the Board of Directors has to approve or to refuse the transfer of shares.

If the Board of Directors does neither approve nor refuse the transfer of shares within this delay of two months, the transfer of shares is deemed approved. If the Board of Directors refuses the transfer of shares, the Board within a delay of six months, starting as of the date of its refusal, has to find a purchaser for the offered shares or has to have the shares redeemed by the Company in accordance with the provisions of the Law. If the Board of Directors does not find a purchaser or if the Company does not redeem the offered shares within this delay, the transfer of shares is deemed approved, on the terms proposed in the transfer notice.

3. Renumbering of the following existing articles.

4. Appointment of Mr Philippe Gilain, residing in Luxembourg, as supplementary director of the company and fixing of the term of his mandate.

II.- The names of the shareholders, present or represented, and of the proxies of the shareholders represented as well as the number of shares held by each of the shareholders, present or represented, are indicated in an attendance-list signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau of the Meeting; such attendance-list and proxies will remain attached to the original of these minutes to be registered with this deed.

III.- It appears from the said attendance-list that the thousand (1,000) shares with no par value representing the entire issued share capital of the Company, are represented at the Meeting.

IV.- The Meeting is so validly constituted and may validly resolve on its agenda of which all the shareholders present or represented have been duly informed before this meeting.

The Extraordinary General Meeting, after having duly acknowledged the statements made by the Chairman and after having duly considered all the items on the agenda has then each time unanimously adopted the following resolutions:

First resolution

The Extraordinary General Meeting of shareholders resolved to amend the second paragraph of Article five (5) of the Articles of Incorporation as follows:

Art. 5. (second paragraph). «The shares are and remain in registered form.»

Second resolution

The Extraordinary General Meeting of shareholders resolved to amend the Company's Articles of Incorporation by inserting between the existing Articles six (6) and seven (7) a new Article six (6) having the following wording:

«**New Art. 6.** The shareholder who wishes to transfer all or part of his shares (the «transferor») has to inform the Board of Directors by registered letter of his intention to transfer shares (the «transfer notice»). The transferor has to indicate in the transfer notice the number of the shares for which the transfer is requested, price and other terms as applicable, the surname, name, profession and the residence of the proposed transferee(s).

Within fifteen days after the receipt of the transfer notice the Board of Directors shall approve the transfer or, in due course, serve by registered letter a copy of that transfer notice to the shareholders other than the transferor.

The other shareholders shall then have a pre-emption right to purchase the shares for which the transfer is requested. This right is exercised in proportion of the shares owned by each such other shareholder. The non-exercise of the pre-emption right, in whole or in part, by one shareholder increases the pre-emption right of the other shareholders. Under no circumstances can the shares be divided; if the amount of shares to be transferred is not exactly proportional to the amount of shares for which the option can be exercised, the shares in excess are, failing agreement, allotted by drawing lots under the responsibility of the Board of Directors.

The shareholder who intends to exercise his pre-emption right has to inform the Board of Directors by registered letter within thirty days after receipt of the transfer notice sent pursuant to the provisions of paragraph three of this Article, failing which his pre-emption right is forfeited. For the exercise of the pre-emption right deriving from the increase of the shareholders' pre-emption rights pursuant to the provisions of the third sentence of paragraph four of this article, the shareholders will benefit from an additional delay of one month which will start at the end of the thirty days period indicated in the first sentence of this paragraph.

The shareholders who exercise their pre-emption right may acquire the shares at the purchase price indicated in the transfer notice. Any dispute as to whether the purchase price represents fair value which is not resolved by mutual agreement in writing, shall no later than thirty days after the occurrence of such dispute, be referred to an independent auditor appointed by the Board of Directors of the Company. The independent auditor's fees shall be shared amongst transferor and transferee(s). The determination of the purchase price by the independent auditor shall be final and without any recourse.

The pre-emption right can be exercised for all or part of the shares for which the transfer is requested. Within two months after receipt of the transfer notice sent pursuant to the provisions of paragraph two of this Article, the Board of Directors has to approve or to refuse the transfer of shares.

If the Board of Directors does neither approve nor refuse the transfer of shares within this delay of two months, the transfer of shares is deemed approved. If the Board of Directors refuses the transfer of shares, the Board within a delay of six months, starting as of the date of its refusal, has to find a purchaser for the offered shares or has to have the shares redeemed by the Company in accordance with the provisions of the Law. If the Board of Directors does not find a purchaser or if the Company does not redeem the offered shares within this delay, the transfer of shares is deemed approved, on the terms proposed in the transfer notice.»

Third resolution

As a consequence of the insertion of this new article six (6), the Extraordinary General Meeting of shareholders resolved to renumber the existing Articles six (6) to twenty-one (21), which henceforth will become Articles seven (7) to twenty-two (22).

Fourth resolution

The Extraordinary General Meeting of shareholders resolved to appoint Mr Philippe Gilain, employee, born in Dinant (Belgium), on 14 May 1967, with professional address at 6A, Circuit de la Foire, L-1347 Luxembourg, as supplementary director of the Company, his mandate ending at the annual general meeting of shareholders to held in 2009.

No further item being on the agenda of the Meeting and none of the shareholders present or represented asking to speak, the Chairman then closed the Meeting and these minutes were signed by the members of the bureau of the Meeting and the undersigned notary.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residences, said persons signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-huit septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires («l'Assemblée») de la société PK PARTNERS S.A., une société anonyme, établie et ayant son siège social au 2, rue Carlo Hemmer, L-1734 Luxembourg, constituée par acte du notaire soussigné, en date du 6 mai 2004, publié au Mémorial C numéro 707 du 9 juillet 2004 et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B, sous le numéro 100.806 (la «Société»).

L'Assemblée est déclarée ouverte et est présidée par Monsieur Jos Hemmer, employé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire de l'Assemblée Madame Martine Kapp, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'Assemblée élit aux fonctions de scrutateur Monsieur Philippe Gilain, employé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Modification du deuxième alinéa de l'article 5 des statuts ayant désormais la teneur suivante:

Art. 5. (deuxième alinéa). «Les actions sont et resteront nominatives.»

2.- Insertion d'un nouvel article 6 dans les statuts de la Société dont la teneur serait la suivante:

«**Art. 6.** L'actionnaire qui veut céder tout ou partie de ses actions (le «cédant») doit en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée («l'avis de cession») en indiquant le nombre des actions dont la cession est demandée, le prix, les autres conditions à appliquer, les noms, prénoms, profession et domicile des cessionnaires proposés.

Dans les quinze jours de la réception de l'avis de cession le Conseil d'Administration donne son accord ou, le cas échéant, transmet la copie de l'avis de cession aux actionnaires autres que le cédant par lettre recommandée.

Les autres actionnaires auront alors un droit de préemption pour l'achat des actions dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun de ces actionnaires. Le non-exercice, total ou partiel, par un actionnaire de son droit de préemption accroît celui des autres. En aucun cas les actions ne peuvent être fractionnées; si le nombre des actions à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des actions pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les actions en excédent sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort et sous la responsabilité du Conseil d'Administration.

L'actionnaire qui entend exercer son droit de préemption doit en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée endéans les trente jours de la réception de l'avis de cession envoyé conformément aux dispositions du troisième paragraphe de cet article, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption. Pour l'exercice des droits procédant de l'accroissement des droits de préemption des actionnaires suivant les dispositions de la troisième phrase du quatrième paragraphe de cet article, les actionnaires jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de trente jours indiqué dans la première phrase de ce paragraphe.

Les actionnaires exerçant leur droit de préemption pourront acquérir les actions au prix indiqué dans l'avis de cession. Toute contestation relative à la juste valeur du prix d'achat et n'ayant pas été résolue par accord écrit mutuel entre actionnaires sera, dans un délai maximum de trente jours après la survenance de cette contestation, soumise à un révi-

seur d'entreprises indépendant nommé par le Conseil d'Administration de la Société. Les honoraires du réviseur d'entreprises indépendant seront partagés entre le cédant et le cessionnaire. La détermination du prix d'achat par le réviseur d'entreprises indépendant sera définitive et sans recours.

Le droit de préemption pourra porter sur tout ou partie seulement des actions faisant l'objet de la demande de cession. Dans un délai de deux mois à partir de la réception de l'avis de cession indiqué au deuxième paragraphe de cet article, le Conseil d'Administration doit approuver ou refuser le transfert des actions. Si le Conseil d'Administration ni approuve ni refuse le transfert des actions dans ce délai de deux mois, le transfert des actions est considéré comme approuvé. Si le Conseil d'Administration refuse le transfert des actions, le Conseil doit, dans un délai de six mois commençant à la date de son refus, trouver un acheteur pour les actions offertes ou doit faire racheter les actions par la société en conformité avec les dispositions de la loi. Si le Conseil d'Administration ne trouve pas un acheteur ou si la Société ne rachète pas les actions offertes dans ce délai, le transfert des actions est considéré comme approuvé, aux conditions proposées dans l'avis de cession.

3.- Renumerotation des articles suivants des statuts.

4.- Nomination de Monsieur Philippe Gilain, résidant à Luxembourg, en tant qu'administrateur supplémentaire et fixation de la durée de son mandat.

II.- Les noms des actionnaires et le nombre des actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et par les membres du bureau de l'Assemblée; cette liste de présence et les procurations resteront annexées à l'original du présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

III.- Il résulte de cette liste de présence que les mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale représentant la totalité du capital de la Société sont représentés à l'Assemblée.

IV.- L'Assemblée est ainsi valablement constituée et peut valablement décider sur son ordre du jour dont tous les actionnaires présents ou représentés ont été informés en bonne et due forme avant l'Assemblée.

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des déclarations faites par le président et après avoir considéré tous les points de l'ordre du jour, adopte ensuite chaque fois par vote unanime les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires décide de modifier le deuxième alinéa de l'article cinq (5) des statuts de la Société ayant désormais la teneur suivante:

Art. 5. (deuxième alinéa). «Les actions sont et resteront nominatives.»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires décide de modifier les statuts de la Société par insertion entre les articles cinq (5) et six (6) existants des statuts, un nouvel Article six (6) ayant la teneur suivante:

«**Nouvel Art. 6.** L'actionnaire qui veut céder tout ou partie de ses actions (le «cédant») doit en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée («l'avis de cession») en indiquant le nombre des actions dont la cession est demandée, le prix, les autres conditions à appliquer, les noms, prénoms, profession et domicile des cessionnaires proposés.

Dans les quinze jours de la réception de l'avis de cession le Conseil d'Administration donne son accord ou, le cas échéant, transmet la copie de l'avis de cession aux actionnaires autres que le cédant par lettre recommandée.

Les autres actionnaires auront alors un droit de préemption pour l'achat des actions dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun de ces actionnaires. Le non-exercice, total ou partiel, par un actionnaire de son droit de préemption accroît celui des autres. En aucun cas les actions ne peuvent être fractionnées; si le nombre des actions à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des actions pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les actions en excédent sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort et sous la responsabilité du Conseil d'Administration.

L'actionnaire qui entend exercer son droit de préemption doit en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée endéans les trente jours de la réception de l'avis de cession envoyé conformément aux dispositions du troisième paragraphe de cet article, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption. Pour l'exercice des droits procédant de l'accroissement des droits de préemption des actionnaires suivant les dispositions de la troisième phrase du quatrième paragraphe de cet article, les actionnaires jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de trente jours indiqué dans la première phrase de ce paragraphe.

Les actionnaires exerçant leur droit de préemption pourront acquérir les actions au prix indiqué dans l'avis de cession. Toute contestation relative à la juste valeur du prix d'achat et n'ayant pas été résolue par accord écrit mutuel entre actionnaires sera, dans un délai maximum de trente jours après la survenance de cette contestation, soumise à un réviseur d'entreprises indépendant nommé par le Conseil d'Administration de la Société. Les honoraires du réviseur d'entreprises indépendant seront partagés entre le cédant et le cessionnaire. La détermination du prix d'achat par le réviseur d'entreprises indépendant sera définitive et sans recours.

Le droit de préemption pourra porter sur tout ou partie seulement des actions faisant l'objet de la demande de cession. Dans un délai de deux mois à partir de la réception de l'avis de cession indiqué au deuxième paragraphe de cet article, le Conseil d'Administration doit approuver ou refuser le transfert des actions. Si le Conseil d'Administration ni approuve ni refuse le transfert des actions dans ce délai de deux mois, le transfert des actions est considéré comme approuvé. Si le Conseil d'Administration refuse le transfert des actions, le Conseil doit, dans un délai de six mois commençant à la date de son refus, trouver un acheteur pour les actions offertes ou doit faire racheter les actions par la société en conformité avec les dispositions de la loi. Si le Conseil d'Administration ne trouve pas un acheteur ou si la

Société ne rachète pas les actions offertes dans ce délai, le transfert des actions est considéré comme approuvé, aux conditions proposées dans l'avis de cession.»

Troisième résolution

En conséquence de cette insertion de cet nouvel article six (6) dans les statuts de la Société, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires décide de procéder à une renumérotation des articles six (6) à vingt et un (21) existants des statuts qui deviendront alors les articles sept (7) à vingt-deux (22).

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires décide de nommer Monsieur Philippe Gilain, employé, né à Dinant (Belgique), le 14 mai 1967, avec adresse professionnelle au 6A, Circuit de la Foire, en tant qu'administrateur supplémentaire de la Société, son mandat se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant se tenir en 2009.

Aucun autre point ne figurant pas à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant à prendre la parole, le président a clôturé l'Assemblée.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Hemmer, M. Kapp, P. Gilain, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 3 octobre 2005, vol. 897, fol. 40, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux (Luxembourg), le 24 octobre 2005.

J.-J. Wagner.

(093194.3/239/255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2005.

PK PARTNERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R. C. Luxembourg B 100.806.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 24 octobre 2005.

J.-J. Wagner.

(093195.3/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2005.

PAUNSDORF CENTRE LUXCO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Share capital: EUR 13,000.-.

Registered office: L-1542 Luxembourg, 28, rue Jean-Baptiste Fresez.

R. C. Luxembourg B 109.927.

In the year two thousand and five, on the twenty-second day of September.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch.

There appeared:

PAUNSDORF/ZWICKAU ARCADEN, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and organised under the laws of Luxembourg, with registered office at L-1542 Luxembourg, 28, rue Jean-Baptiste Fresez,

here represented by Mr Vivian Walry, attorney-at-law, residing in Luxembourg by virtue of a proxy given on September 20, 2005,

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- PAUNSDORF/ZWICKAU ARCADEN, S.à r.l. is the sole shareholder of PAUNSDORF CENTRE LUXCO, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on August 1, 2005, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company).

- the Company's share capital is presently set at thirteen thousand Euro (EUR 13,000.-) divided into five hundred twenty (520) shares of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

PAUNSDORF/ZWICKAU ARCADEN, S.à r.l., in its capacity as sole shareholder of the Company, decides to increase the subscribed capital by an amount of eight million nine hundred thousand Euro (EUR 8,900,000.-) to bring it from its

present amount of thirteen thousand Euro (EUR 13,000.-) to eight million nine hundred thirteen thousand Euro (EUR 8,913,000.-) by the issuance of three hundred fifty-six thousand (356,000) new shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, having the same rights as the already existing shares.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon, PAUNSDORF/ZWICKAU ARCADEN, S.à r.l., prenamed and represented as stated above declares to subscribe for the three hundred fifty-six thousand (356,000) new shares and to have them fully paid up by a contribution in kind consisting of one (1) share in the nominal amount of twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.-) (the Share) of PAUNSDORF INVESTMENT, GmbH, a company incorporated and organised under the laws of Germany, with registered office at Widenmayerstrasse 16, 80538 Munich, Germany, registered in the commercial register of the local court of Hamburg, Germany, under number 66 HR B 93.843, having a share capital of twenty-five thousand Euro (EUR 25,000) represented by the Share (the GmbH)

Such contribution in an aggregate amount of eighty-nine million forty-six thousand four hundred Euro (EUR 89,046,400.-) made to the Company is to be allocated as follows:

(i) eight million nine hundred thousand Euro (EUR 8,900,000.-) are allocated to the share capital account of the Company;

(ii) eighty million one hundred forty-six thousand four hundred Euro (EUR 80,146,400.-) are allocated to a share premium account of the Company.

It results from a certificate issued on the date hereof by the management of the GmbH that, as of the date of such certificate:

- PAUNSDORF/ZWICKAU ARCADEN, S.à r.l. is the full owner of the Share;
- the Share is fully paid-up and represents 100% of the issued share capital of the GmbH;
- PAUNSDORF/ZWICKAU ARCADEN, S.à r.l. is solely entitled to the Share and possesses the power to dispose of the Share;
- the Share is not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Share and the Share is not subject to any attachment;
- there exist no pre-emption rights nor any other right by virtue of which any person may be entitled to demand that the Share be transferred to him;
- according to the laws of Germany and the articles of association of the GmbH, the Share is freely transferable;
- on the date hereof, the Share is worth at least eighty-nine million forty-six thousand four hundred Euro (EUR 89,046,400), this estimation being based on generally accepted accountancy principles.

Such certificate, after signature ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the sole shareholder decides to amend article 6, first paragraph, of the articles of association of the Company, which will henceforth have the following wording:

«**Art. 6.** The Company's corporate capital is fixed at eight million nine hundred thirteen thousand Euro (EUR 8,913,000.-) represented by three hundred fifty-six thousand five hundred twenty (356,520) shares in registered form with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.»

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present increase of capital, is approximately EUR 9,000.-.

Insofar as the contribution in kind results in the Company acquiring 100% of the share capital of the GmbH, a company incorporated under the laws of Germany, Member State of the European Union, the Company refers to article 4-2 of the law dated December 29, 1971 which provides for an exemption from capital duty.

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-deuxième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

PAUNSDORF/ZWICKAU ARCADEN, S.à r.l., une société à responsabilité limitée avec siège social à L-1542 Luxembourg, 28, rue Jean-Baptiste Fresez,

représentée par Maître Vivian Walry, Avocat à la Cour, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 20 septembre 2005,

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- PAUNSDORF/ZWICKAU ARCADEN, S.à r.l. est l'associé unique de PAUNSDORF CENTRE LUXCO, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sarnem, en date du 1^{er} août 2005, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société).

- le capital social de la Société est actuellement fixé à treize mille euros (EUR 13.000,-) représenté par cinq cent vingt (520) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

La partie comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

PAUNSDORF/ZWICKAU ARCADEN, S.à r.l., en sa qualité d'associé unique de la Société, décide d'augmenter le capital social souscrit par un montant de huit millions neuf cent mille euros (EUR 8.900.000,-) pour le porter de son montant actuel de treize mille euros (EUR 13.000,-) à huit millions neuf cent treize mille euros (EUR 8.913.000,-) par l'émission de trois cent cinquante-six mille (356.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, ayant les mêmes droits que les parts sociales déjà existantes.

Intervention - Souscription - Libération

Ces faits exposés, PAUNSDORF/ZWICKAU ARCADEN, S.à r.l., préqualifiée et représentée comme décrit ci-dessus, déclare souscrire les trois cent cinquante-six mille (356.000) nouvelles parts sociales et les libérer entièrement par un apport en nature d'une (1) action ayant une valeur nominale de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) (l'Action) de PAUNSDORF INVESTMENT, GmbH, une société de droit allemand, avec siège social à Widenmayerstrasse 16, 80538 Munich, Allemagne, inscrite auprès du registre commercial du tribunal de Hambourg, Allemagne, sous le numéro 66 HR B 93843, ayant un capital social de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) représenté par l'Action (la GmbH).

Ledit apport d'un montant total de quatre-vingt-neuf millions quarante-six mille quatre cents euros (EUR 89.046.400) fait à la Société sera affecté comme suit:

(i) huit millions neuf cent mille euros (EUR 8.900.000,-) sont affectés au capital de la Société;

(ii) quatre-vingt millions cent quarante-six mille quatre cents euros (EUR 80.146.400,-) sont affectés à un compte de prime d'émission de la Société.

Il résulte d'un certificat délivré par la gérance de la GmbH en date de ce jour que:

- PAUNSDORF/ZWICKAU ARCADEN, S.à r.l. est le propriétaire unique de l'Action;

- l'Action est entièrement libérée et représente 100% du capital social souscrit de la GmbH;

- PAUNSDORF/ZWICKAU ARCADEN, S.à r.l. est la seule titulaire des droits sur l'Action et possède le pouvoir de céder l'Action;

- l'Action n'est pas grevée d'un nantissement ou d'un usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un nantissement ou un usufruit sur l'Action et l'Action n'est pas sujette à une telle opération;

- il n'existe aucun droit de préemption, ni un autre droit en vertu duquel une personne est autorisée à demander que l'Action lui soit cédé;

- conformément aux lois allemandes et aux statuts de la GmbH, l'Action est librement cessible;

- en date de ce jour, l'Action est évaluée au moins à quatre-vingt-neuf millions quarante-six mille quatre cents euros (EUR 89.046.400,-), cette estimation étant basée sur les principes comptables généralement acceptés.

Ledit certificat, après signature ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'associé unique décide de modifier l'article 6, premier alinéa, des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de huit millions neuf cent treize mille euros (EUR 8.913.000,-) représenté par trois cent cinquante-six mille cinq cent vingt (356.520) parts sociales nominatives ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de l'augmentation de capital à environ EUR 9.000,-.

Dans la mesure où l'apport en nature résulte de l'apport de 100% du capital social de la GmbH, une société de droit allemand, Etat Membre de l'Union Européenne, la Société se réfère à l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971, qui prévoit l'exonération du droit d'apport.

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire des parties comparantes l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. Walry, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 28 septembre 2005, vol. 433, fol. 19, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Releveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 10 octobre 2005.

H. Hellinckx.

(091462.3/242/155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

PAUNSDORF CENTRE LUXCO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.000,-.

Siège social: L-1542 Luxembourg, 28, rue Jean-Baptiste Fresez.

R. C. Luxembourg B 109.927.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 14 octobre 2005.

H. Hellinckx.

(091463.3/242/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

**AZ ELECTRONIC MATERIALS HOLDINGS S.A., Société Anonyme,
(anc. DAVOS 1 S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 102.143.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

J. Elvinger

Notaire

(089104.3/211/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2005.

HOMEFIELD S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 20.387.

Le bilan au 30 juin 2005, enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01720, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Signature.

(089105.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

SIMIS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 39.782.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01717, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Signature.

(089106.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

GLOBE STAR INCORPORATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 67.439.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 27 septembre 2005

L'Assemblée accepte les démissions de Michel Di Benedetto et C.L.M.S. (LUXEMBOURG) S.A. de leurs fonctions d'administrateurs jusqu'au 1^{er} juillet 2005.

L'Assemblée ratifie les nominations de Norbert Schmitz et S.G.A. SERVICES S.A. aux postes d'administrateurs.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale statutaire de l'année 2006.

Pour copie conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 2005, réf. LSO-BJ00906. – Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(089140.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

10990

FINTINVEST A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 61.446.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 22 mars 2005

L'assemblée accepte la démission de HRT REVISION, S.à r.l. de son poste de Commissaire aux Comptes avec effet au 22 mars 2005 et nomme en remplacement Monsieur Eric Herremans au poste de Commissaire aux Comptes, son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2009.

Pour copie conforme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 2005, réf. LSO-BJ00900. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(089142.3/1023/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

RM INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 51.954.

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement en date du 19 septembre 2005 a appelé aux fonctions de Commissaire aux comptes, avec effet au 25 juillet 2005, ATTC, ADMINISTRATION TECHNIQUE ET TRAVAUX COMPTABLES S.A., 67, rue Michel Welter, L-2730 Luxembourg, en remplacement de FIDUCIAIRE ET SOCIETE DE GESTION EUROPEENNE S.A. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour RM INTERNATIONAL S.A.

E. Magrini

Administrateur B

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01382. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(089144.3/029/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

HIGHTLY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 47, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 79.846.

Le siège de la société est transféré au 47, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2005.

Pour la société HIGHTLY S.A.

A. Strivay

Administrateur-délégué

Enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2005, réf. LSO-BI06520. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(089146.3/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

LAUFER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4140 Esch-sur-Alzette, 71, rue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 53.004.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines à Luxembourg, le 12 octobre 2005, réf. LSO-BJ02418, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Esch-sur-Alzette, le 12 octobre 2005.

LAUFER S.A.

E. Lauer

Administrateur-Délégué

(089172.3/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

CODAFIX SYSTEMS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 91.634.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01507, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Signature.

(089112.3/777/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

ALMALUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8067 Bertrange, 5, rue Am Pesch.
R. C. Luxembourg B 69.210.

Le bilan au 2003, enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2005, réf. LSO-BJ02415, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(089161.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

ALMALUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8067 Bertrange, 5, rue Am Pesch.
R. C. Luxembourg B 69.210.

Le bilan au 2004, enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2005, réf. LSO-BJ02417, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(089162.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

CELIN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 68.289.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01673, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Signature.

(089163.3/637/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

DRESSANE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 70.447.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 7 octobre 2005, réf. LSO-BJ01352, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Signature.

(089201.3/534/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

DRESSANE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 70.447.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 7 octobre 2005, réf. LSO-BJ01357, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Signature.

(089203.3/534/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

TEMPORARY VENTURE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 61.701.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01672, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Signature.

(089164.3/637/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

AstraZeneca LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlang, 7B, Am Brill.
R. C. Luxembourg B 20.733.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01740, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2005.

Signature.

(089165.3/799/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.

HURLINGATE HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 39.231.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement en date du 5 septembre 2005, les mandats des administrateurs:

- Monsieur Roger Frick, Administrateur, 10, Sentier de Courtaraye, CH-1073 Savigny,
 - Monsieur Cédric Sarbach, Administrateur, 2B, A la Cornaz, CH-1080 Les Cullayes,
 - Monsieur Jean-Pierre Wespi, Administrateur, 8, Chemin des Fougeroles, CH-1053 Cugy,
- ont été renouvelés et prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2006.

Le mandat du Commissaire aux comptes:

- TESTATORIS S.A., 4, Töpferstrasse, CH-6004 Lucerne,
- a été renouvelé et prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2006.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre note du changement d'adresse du commissaire aux comptes.

Cette même Assemblée a décidé de transférer le siège social de la société du 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2005.

Pour extrait sincère et conforme

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Agent domiciliataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2005, réf. LSO-BJ01402. – Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(089159.3/029/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2005.